



JOURNAL DES DEBATS

565

DU PARLEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

No 17 – 2021

Séance

du mercredi 24 novembre 2021

Présidence : Katia Lehmann (PS), présidente

Secrétariat : Jean-Baptiste Maître, secrétaire général du
Parlement a.i

Ordre du jour :

1. Communications
2. Questions orales
3. Election du/de la secrétaire général-e du Parlement
4. Promesse solennelle du nouveau ou de la nouvelle secrétaire général-e du Parlement
5. Arrêté portant octroi d'un crédit d'engagement pour le financement d'un contrat de prestations entre la République et Canton du Jura et la Fédération interjurassienne de coopération et développement (FICD) pour les années 2021 et 2022
6. Rapport 2020 sur les affaires extérieures
7. Question écrite no 3409
Motion no 435 du 22 septembre 1993 (!) : QUAND le Gouvernement sera-t-il disposé à la réaliser ? Alain Schweingruber (PLR)
8. Traitement de l'initiative populaire « Les plaques moins chères » :
 - a) Arrêté relatif au traitement au fond de l'initiative populaire cantonale « Les plaques moins chères »
 - b) Modification de la loi sur la circulation routière et l'imposition des véhicules routiers (première lecture)
 - c) Décret sur la taxation des véhicules routiers et des bateaux (première lecture)
9. Arrêté d'approbation du plan financier et de la planification des investissements pour la période 2022-2026
10. Budget 2022 de la République et Canton du Jura :
 - a) Arrêté concernant le budget et la quotité de l'impôt pour l'année 2022
 - b) Arrêté concernant la dérogation au frein à l'endettement

11. Motion no 1377
Améliorer le traitement des déclarations fiscales. Patrick Chapuis (PCSI)
12. Interpellation no 974
La boîte de Pandore de la fraude fiscale se trouve-t-elle en Suisse ? Rémy Meury (CS-POP)
16. Motion no 1374
Double facturation aux assurances maladies : contrôler dans l'intérêt des assuré-e-s. Loïc Dobler (PS)
17. Motion no 1378
Agir pour contrer les inégalités sociales face à la santé. Fabrice Macquat (PS)

(La séance est ouverte à 08.30 heures en présence de 60 députés.)

1. Communications

La présidente : Je vous souhaite la bienvenue pour cette 9^e séance de l'année. Au chapitre des représentations ces dernières semaines, j'ai pris part à différentes manifestations et je citerai notamment la remise des Prix suisses des Arts de la Scène au Théâtre du Jura, l'inauguration de la double halle sportive du Centre de loisirs des Franches-Montagnes à Saignelégier, la remise de diplôme de la HE-Arc Ingénierie à La Chaux-de-Fonds ainsi que la traditionnelle visite des fermes de la Bourgeoisie de Delémont le lundi de Saint-Martin. Avec une délégation de députés, nous avons rencontré le 3 novembre Monsieur Gabriel Boichat, délégué du Gouvernement de la Catalogne en Suisse et son attachée, Madame Gavilanes. Une occasion de renforcer les liens existants entre le Jura et la Catalogne et d'aborder de futurs projets communs. Pour terminer ce rapide survol de novembre, je relèverai encore que j'ai pris part le 12 novembre avec certaines et certains d'entre vous à une petite cérémonie organisée par l'Office de la culture pour marquer le 100^e anniversaire de la naissance de notre premier président du Parlement Roland Béguelin.

Nous avons appris en début de semaine le décès de Monsieur Jean-Marie Aubry, beau-père de notre collègue

Vincent Eschmann. Au nom du Parlement, j'adresse nos sincères condoléances aux familles touchées par ce deuil.

Concernant l'ordre du jour de cette séance, l'ordre du jour prévu initialement était fort copieux et de nature à rivaliser avec les menus gargantuesques dont ce mois de novembre est coutumier. Toutefois, le Bureau a été nanti de plusieurs demandes de report formulées par les commissions concernées, soit la commission des affaires extérieures et de la formation pour le point 5 et la commission de gestion et des finances pour les points 9 et 10. Le Bureau a accepté ces demandes de report et le traitement de ces points se fera donc lors du plénum de décembre. Le menu du jour s'est donc considérablement allégé, ce qui devrait nous permettre de le traiter intégralement aujourd'hui. Pour conclure avec les adaptations de notre ordre du jour, Monsieur le ministre Jacques Gerber devant se rendre à Genève en fin de journée, nous traiterons le Département de l'économie et de la santé avant le Département de l'environnement.

Le contexte sanitaire de ces dernières semaines nous démontre que la vigilance reste plus que jamais de mise et je vous rappelle que le port du masque est toujours obligatoire dès l'entrée dans le bâtiment et pour l'entier de la séance, même assis à votre place. Il ne pourra être enlevé que pour les prises de parole depuis la tribune. Je vous invite également à respecter les règles en vigueur lors de vos passages à la cafétéria.

2. Questions orales

La présidente : Il est 8.33 heures et pour la première question orale du jour, je passe la parole à Madame la députée Céline Robert-Charrue Linder.

Traitement du postulat no 1306a relatif à la gratuité des transports publics

Mme Céline Robert-Charrue Linder (VERT-E-S) : La thématique de la gratuité des transports publics afin de favoriser le report modal de la voiture vers ces derniers revient de plus en plus régulièrement sur le devant de la scène et devient par ailleurs essentiel en termes stratégiques dans la lutte contre le dérèglement climatique.

Le partenariat récent entre le HC Ajoie, le Canton du Jura, la communauté tarifaire Vagabond, la Municipalité de Porrentruy et le SIDP quant à l'offre en transports publics gratuits pour les spectatrices et spectateurs du HC Ajoie lors des matchs à Porrentruy est ainsi à saluer. Cette démarche est inédite pour le canton du Jura et elle est la preuve que cela peut fonctionner.

Afin de pousser plus avant la réflexion vers une éventuelle généralisation de cette pratique sur le territoire cantonal, nous souhaitons connaître à quel stade se trouve le traitement de la motion no 1306 de notre collègue Philippe Eggenschwiler, intitulée « Un transport public gratuit sur le territoire jurassien », motion transformée en postulat, accepté lors de la séance du Parlement du 28 octobre 2020. Nous remercions le Gouvernement pour sa réponse.

M. David Eray, ministre de l'Environnement : Effectivement Madame la Députée, le postulat n'est pas encore terminé, il est en traitement. Un rapport sera rendu au Parlement dès que possible. Vous évoquez là le sujet du postulat,

la gratuité des transports publics. Je ne vous cache pas qu'il y a quelques investigations à l'interne de savoir si c'est compatible avec le droit fédéral tout d'abord. Ensuite, il y a un chiffrage estimatif qui a été fait, cela coûterait 15 millions par année au Canton du Jura pour offrir la gratuité.

Mais bien évidemment que cela n'empêche pas le Gouvernement et l'Etat jurassien de continuer à offrir des transports le plus attractif possible avec notamment les communautés tarifaires Vagabond qui offrent des abonnements très attractifs. Le Canton du Jura est un des seuls cantons à offrir des billets dégriffés sur l'ensemble du trafic régional, ce qui permet aux utilisateurs de voyager à des coûts moindres lors des horaires dans lesquels il y a une grande capacité de transport. Le Noctabus, dès décembre 2021, sera inclus dans les tarifs régionaux. C'est-à-dire que quiconque a un abonnement général, un abonnement Vagabond, pourra dans ce périmètre voyager en Noctabus et c'est un avantage également pour les utilisateurs et notamment les jeunes. Vous avez mentionné le HC Ajoie comme exemple, je corrige juste un peu vos propos. C'est bien évidemment gratuit pour les supporters du HC Ajoie mais ce n'est pas gratuit puisque c'est un effort financier qui a été fait par le HC Ajoie, par la Municipalité de Porrentruy, par le SIDP, par la communauté Vagabond et un petit coup de main de l'Etat jurassien. Donc si les supporters peuvent aller aux matches gratuitement, il y a quand même des coûts quelque part qui sont pris en charge et je ne peux que saluer et remercier les institutions et les collectivités qui ont participé à cet effort.

Au niveau de votre question sur le fond, l'autorité qui surveille l'évolution des motions et postulats, c'est le Bureau du Parlement. Il serait plus judicieux, pour savoir où en est un postulat ou une motion, que l'on s'adresse au Bureau qui lui, en théorie, est l'organe qui interfère avec le Gouvernement et qui peut savoir où cela en est.

Mme Céline Robert-Charrue Linder (VERT-E-S) : Je suis satisfaite.

Rappel tardif sur les exigences de présentation des comptes communaux selon les règles MCH2

M. Vincent Eggenschwiler (PCSI) : Dans une lettre d'information aux communes jurassiennes en date du 29 octobre 2021, le délégué aux affaires communales précisait la manière de présenter les comptes suite à la mise en œuvre du modèle MCH2. Ce rappel aux communes intervient à notre sens tardivement dans l'année, alors que de nombreux comptes communaux ont été validés par les législatifs concernés, sans tenir compte de cette nouvelle présentation. L'apurement de leurs comptes n'a d'ailleurs pas fait l'objet de remarques de la part du délégué aux affaires communales.

Ma question au Gouvernement : Peut-il prendre les mesures nécessaires afin d'éviter une telle procédure qui jette l'expectative dans la population jurassienne plus qu'elle ne rassure sur les effets escomptés par la mise sur pied de la méthode MCH2 ? Je remercie le Gouvernement pour sa réponse.

Mme Rosalie Beuret Siess, ministre des Finances : En préambule, il convient peut-être de rappeler, d'une part, que la mise en place du MCH2 à partir du 1^{er} janvier 2020 s'est globalement très bien déroulée dans les communes juras-

siennes et, d'autre part, que l'application optimale de ce nouveau système de comptabilisation nécessitera, durant plusieurs années encore, des informations complémentaires, des adaptations et des corrections à l'intention des communes. C'est la raison pour laquelle une commission forte d'une dizaine d'administrateurs financiers communaux a été instituée, commission qui travaille en étroite collaboration avec le délégué aux affaires communales.

Je tiens également à rappeler qu'un grand nombre d'actions, d'informations et de formations ont été menées depuis 2018 pour l'introduction du MCH2 et que tous les documents à consulter ou à utiliser lors du bouclage des comptes sont à disposition depuis un certain temps déjà sur le site internet du délégué aux affaires communales, à savoir le manuel comptable, le plan comptable, plusieurs directives et autres guides et surtout le document qui indique comment clôturer et présenter les comptes de façon correcte.

Concernant l'information, Monsieur le Député, à laquelle vous faites référence, elle figurait effectivement dans une lettre d'information aux communes qui, depuis 2019, contient très régulièrement des informations sur le MCH2. La dite information ne présentait pas une nouvelle exigence mais le rappel d'une pratique en vigueur. Je préciserais également qu'à ce jour l'apurement de 15 communes a été effectué. Il n'est pas impossible qu'une erreur semblable soit identifiée lors de l'apurement des comptes des 38 communes restantes. Donc, il s'agissait effectivement bien d'un rappel.

Pour conclure, le Gouvernement n'a pas à prendre de nouvelles mesures puisque les exigences du MCH2 relatives à la présentation des comptes et du budget n'ont pas été modifiées depuis l'introduction du MCH2 en 2020. Par contre, à n'en pas douter et vu l'importance de la réforme, il s'agira régulièrement de faire des rappels et c'est à quoi doit servir cette lettre d'information.

M. Vincent Eggenschwiler (PCSI) : Je suis satisfait.

Participation du canton du Jura à l'exposition nationale Svizra27

M. Yves Gigon (UDC) : Le Canton du Jura pourrait participer à l'exposition nationale 2027 si le projet suisse du Nord-Ouest intitulé Svizra27, dont on fait partie avec quatre autres cantons, l'emporte face aux trois autres projets. L'étude de faisabilité est en cours mais cela aura un coût, 1 milliard de francs environ, financé par moitié par les pouvoirs publics, Confédération, cantons, communes, et le reste par les milieux économiques. Nos finances sont au plus bas, c'est le moins qu'on puisse dire. Notre contribution cantonale se chiffrera certainement en millions. A la fin, les cantons devront se prononcer, soit ! Mais quel est l'avis du Gouvernement sur ce projet dispendieux aux contours brumeux ? Et ne pense-t-il pas qu'il y a d'autres priorités actuellement ?

M. Jacques Gerber, ministre de l'Economie et de la Santé : Je crois que j'ai déjà eu l'occasion de parler de ce projet Svizra27, qui est effectivement porté par les cantons du Nord-Ouest de la Suisse. Le Canton du Jura, le Gouvernement jurassien a décidé de participer aux premières phases du projet jusqu'à l'étude de faisabilité de ce dernier, justement pour pouvoir répondre à l'ensemble des questions nécessaires à prendre une décision définitive quant à la poursuite du dossier ou non et à la participation définitive du

Canton du Jura dans cette nouvelle Exposition nationale, si cette dernière devait être retenue par la Confédération.

Donc à ce stade, le Gouvernement entend poursuivre les réflexions avec les cantons voisins dans le cadre du Nord-Ouest de la Suisse, mais bien sûr, avant une prochaine étape, des questions fondamentales seront à se poser, notamment, vous l'avez mentionné Monsieur le Député, en lien avec nos finances cantonales.

M. Yves Gigon (UDC) : Je suis satisfait.

Production régionale d'énergie renouvelable

Mme Anne Froidevaux (PDC) : Le prix de l'énergie prend l'ascenseur au niveau mondial, notamment celui du gaz importé chez nous. Cette évolution rend le développement de la production d'énergie renouvelable crucial pour notre sécurité d'approvisionnement. Il pourrait également faciliter la rentabilité de tels projets, à minima sur le court terme. Dans ce contexte, il paraît nécessaire d'aller de l'avant avec les projets régionaux. Ce jeudi 25 novembre, le Syndicat de gestion des déchets de Delémont et environs se prononcera sur une participation financière au projet de biogaz de Courtemelon. La commune de Delémont souhaite apparemment reporter la décision alors qu'elle dénonce d'autre part la flambée des prix du gaz.

Dans ce contexte, le Gouvernement confirme-t-il la nécessité du déploiement de tels projets régionaux, notamment dans le but d'atteindre les objectifs de la conception cantonale de l'énergie pour les productions renouvelables ?

M. David Eray, ministre de l'Environnement : Effectivement, je peux vous confirmer que le Gouvernement soutient de tels projets, comme à Courtemelon à la centrale biogaz. Et bien évidemment que cela va dans le sens de la stratégie cantonale et également fédérale qui veut maximiser la production d'énergie renouvelable.

A Courtemelon, il y a une particularité, c'est que le projet prévoit d'injecter le gaz directement dans le réseau. L'avantage, c'est que c'est une façon de stocker cette énergie sous forme de gaz dans le réseau, réseau qui est existant dans la région, et d'autres centrales dans le Jura transforment ce gaz directement en électricité qui est injectée dans le réseau. Là, l'avantage est que cela résout en partie les déficits prévus au niveau électrique en hiver. Donc, je dirais que les deux technologies ont leurs avantages propres, mais les deux vont dans le sens des stratégies cantonale et fédérale. Le Gouvernement ne peut qu'encourager ce genre de développement, sachant qu'il y a encore un potentiel à exploiter dans le Jura au niveau des exploitations agricoles existantes.

Mme Anne Froidevaux (PDC) : Je suis satisfaite.

Taux d'échec à la troisième tentative des examens de français à la HEP-BEJUNE

M. Patrick Cerf (PS) : Les étudiants du site de Delémont de la HEP-BEJUNE, qui avaient tous raté la deuxième session d'un examen de français, très médiatisé, ont reçu lundi les résultats de leur troisième et dernière tentative. Comme nous l'a rappelé RFJ, les résultats étaient scrutés

tant les réactions avaient fusé en septembre, on s'en souvient, bien au-delà des milieux concernés.

Le ministre en charge de la formation avait alors parlé d'un résultat interpellant. Or, il apparaît, selon le Quotidien Jurassien de ce matin, que le taux d'échec s'élève finalement à 80%. Le relatif silence qui entoure cette donnée trahit-il un certain malaise ? Considérant la maîtrise de la langue française comme socle de la connaissance, les chiffres avancés par la presse sont toujours aussi interpellants, voire assourdissants. D'où ma question : Ce fort taux d'échec est-il dans la moyenne des autres cantons et inquiète-t-il le Gouvernement ? Je remercie le ministre de sa réponse.

M. Martial Courtet, ministre de la Formation, de la Culture et des Sports : Peut-être rappeler, Monsieur le Député, qu'il n'y a pas moins de 450 unités de formation examinées chaque année par les HEP. Donc seuls les taux annuels globaux de réussites et d'échecs sont publiés et donc le nombre d'échecs définitifs. Et d'ailleurs, ce n'est pas du tout une exception, c'est le cas pour toutes les Hautes écoles de Suisse. Pour la HEP-BEJUNE, ces taux globaux de réussite/échec ont d'ores et déjà été annoncés à la tribune de ce Parlement la dernière fois sur les dernières années. On attend encore ceux bien-sûr de cette année.

Vous dire également que dans les chiffres auxquels vous faites référence, publiés dans la presse du jour, il faut quand même préciser que lors de cette troisième passation, 12 étudiants sont des étudiants germanophones de la filière bilingue, et ceux-ci peuvent remplacer l'examen de français par un certificat de langue de niveau C1. Donc toutes ces personnes ne sont pas en échec définitif, ce qui change quand même le pourcentage final. On compterait, je laisse au conditionnel puisque nous n'avons pas confirmation à ce jour, mais on compterait donc plus de 50% de réussite à cette troisième passation, ce qui est tout à fait conforme. Si on compare avec les années antérieures, le taux d'échec définitif global, et je le laisse aussi au conditionnel, devrait rester aux alentours de 5%. Là aussi, ça correspond tout à fait au taux qu'on trouve dans les Hautes écoles comparables en Suisse. Patientons donc encore un peu puisque ce taux est mesuré, comme je le disais, à la fin de chaque année académique.

Peut-être juste un mot pour terminer concernant le niveau de français des étudiants. Je note que les exigences du gymnase n'ont pas changé, que les taux d'échec aux examens y sont stables, moins de 15%, et que, dès lors, on ne peut pas constater une baisse de niveau. En revanche, il est certain que les changements induits par tous les nouveaux moyens de communication, on pense aux réseaux sociaux, on pense aux smartphones, bien sûr que ces changements induisent des effets sur les pratiques linguistiques de la population et notamment de la jeunesse. C'est pour cela d'ailleurs que l'école doit s'adapter au monde numérique et que nous avons préparé, et que nous vous soumettrons, Mesdames et Messieurs les Députés, début 2022, le plan d'action numérique de l'école jurassienne.

M. Patrick Cerf (PS) : Je suis satisfait.

Actions de l'Etat contre les actes de braconnage du lynx

Mme Pauline Godat (VERT-E-S) : Le journal Franc-Montagnard du 28 octobre dernier nous apprenait que la

procédure concernant le lynx abattu il y a une année dans la commune du Bémont a été classée par le Ministère public. L'enquête pénale n'a pas permis de trouver le ou la coupable. C'est regrettable, d'autant plus que les analyses et autopsies du Tierspital à Berne révèlent que la plupart des cadavres de lynx tués par des véhicules et retrouvés sur la route contiennent des plombs de chasse. C'était encore récemment le cas pour un individu trouvé mort au bord d'une route dans le Bas-Valais. Le lynx boréal, espèce protégée avec un statut très fragile dans nos régions, est trop souvent victime d'actes de braconnage par des porteurs de fusil de chasse. On peut imaginer que d'autres actes de ce type passent inaperçus quand le cadavre n'est pas retrouvé dans nos grandes forêts.

Ma question est la suivante : Que peut faire le Gouvernement et les services de la chasse du canton pour éviter ce type d'actions de braconnage ? Je remercie d'avance le Gouvernement pour sa réponse.

M. David Eray, ministre de l'Environnement : Que peut faire l'Etat face à des braconniers ? Il peut espérer que ses collaborateurs, la police, la police de l'environnement, les gardes-faune, les attrapent. Mais dans le cas que vous citez, qui a eu lieu aux alentours du Bémont ou de Saingnégier, un lynx a été braconné, a été abattu par une arme. L'enquête a été menée de façon très intense. Malheureusement, elle n'a pas permis de mettre en lumière l'auteur. L'enquête a été classée.

Donc, que peut faire l'Etat face à des délinquants, à des criminels ? Simplement espérer que les autorités en charge de les attraper ou de les surveiller les attrapent, les dénoncent et que la justice les condamne. Au-delà de cela, je ne vois pas ce que nous pouvons faire. Il faudrait peut-être renforcer les surveillants, les gardes-faune. Nous en avons trois actuellement dans le canton. Est-ce qu'il en faudrait quatre, cinq, six, sept, huit, neuf ou plus ? Je ne sais pas. Probablement que plus il y a de gardes-faune, plus les braconniers ou les autres délinquants potentiels seraient attrapés. Mais où est la limite ? Où est le bon nombre ? Je ne sais pas. Dans tous les cas, sachez que les collaborateurs de l'Office de l'environnement sont très attentifs et mènent des actions quand ils le peuvent, dans le but de faire respecter l'état de droit et de protéger la faune comme elle doit l'être.

Mme Pauline Godat (VERT-E-S) : Je suis partiellement satisfaite.

Acquisition de véhicules électriques par l'Etat

M. Raoul Jaeggi (PVL) : A l'heure où chacun cherche à lutter contre la production de CO₂, je voulais savoir si l'Etat jurassien envisageait l'acquisition de véhicules électriques ? Je pensais à la Police cantonale par exemple. Si tel était le cas, je vous invite à renoncer aux véhicules hybrides, vu le débat qui va suivre. Ça vous coûterait bien trop cher.

Mme Nathalie Barthoulot, ministre de l'Intérieur : De manière générale, l'acquisition de véhicules est toujours analysée au sein de l'Etat. On n'achète pas une voiture comme ça avec de l'essence. Il y a toujours une analyse qui est portée.

Concernant les véhicules de la Police cantonale, il est vrai que la question a aussi été creusée. Mais, il y a différents éléments qui, jusqu'à ce jour, ne nous permettent pas

objectivement d'acquérir des véhicules électriques. Tout d'abord, il y a le fait que l'achat de tels véhicules est relativement coûteux. On se rappelle la Police cantonale de Bâle qui avait acheté des Tesla, c'est 140'000 francs le véhicule. Ensuite, il faut aussi voir que dans le canton du Jura, la Police cantonale parcourt des centaines de kilomètres par jour. Parfois les véhicules passent d'une patrouille à l'autre. Donc, au niveau de l'autonomie de ces véhicules, pour le moment, ce n'est encore pas totalement satisfaisant. Un autre argument est qu'il faudrait compter le temps de charge lorsqu'une patrouille a roulé. Si la patrouille s'arrête pour recharger le véhicule et qu'à ce moment-là il faut intervenir, cela serait aussi peut-être compliqué de devoir attendre que le véhicule soit véritablement chargé. Et finalement, il y a aussi la nécessité d'adapter le garage de l'Etat. Vous savez que l'entretien des véhicules est fait par un garage interne à l'Etat et il faudrait que nous voyions au niveau des appareils, au niveau des connaissances techniques.

Quoi qu'il en soit, un groupe planche au sein de l'Etat par rapport à cette question sensible. C'est une question qui va prendre toute son actualité. Au niveau de la Police cantonale, un groupe a été constitué avec le Service des infrastructures, la Section des bâtiments, car qui dit véhicules électriques, dit bornes de recharge, dit peut-être panneaux électriques. Dans ce sens-là, c'est un concept général qu'il s'agit de préciser et d'affiner. Pour conclure, probablement que la Police cantonale roulera dans des véhicules électriques en 2023.

M. Raoul Jaeggi (PVL) : Je suis satisfait.

Devoir de réserve des agents de police et participation à des manifestations

M. Didier Spies (UDC) : Après un grand nombre de manifestations dans toute la Suisse en lien avec les mesures COVID, j'aimerais revenir sur le devoir de réserve des policiers. Une notion ancienne mais souvent floue. Il y a maintenant quelques années, j'ai personnellement participé à une manifestation. Nous étions plusieurs policiers, employés de l'Etat, à manifester. Je précise que ce n'était pas dans le canton du Jura. Auparavant, nous nous étions renseignés sur la manière de procéder. Il est bien clair qu'un policier n'a pas le droit de faire grève ou de manifester son opinion lorsqu'il est en fonction. Si un policier souhaite manifester sur son temps libre, sans indiquer son appartenance à un corps de police, et surtout d'une manière anonyme dans une grande manifestation, comme celle de Delémont, cela doit être possible. Il faut encore préciser que notre institution doit attendre davantage de neutralité.

D'où ma question au Gouvernement : Est-ce qu'à l'avenir, il sera encore possible que des policiers puissent participer à des manifestations en respectant les points susmentionnés, sans devoir compter avec des sanctions ? Je remercie le Gouvernement pour sa réponse.

Mme Nathalie Barthoulot, ministre de l'Intérieur : En préambule, j'aimerais corriger la fin de votre question parce qu'il n'y a pas eu de sanction pour les deux policiers qui ont participé à la manifestation. Il y a eu un entretien avec le commandant de la Police cantonale pour repréciser, comme vous l'avez très justement dit, le devoir de réserve.

Je vous rappelle que le Tribunal fédéral a rendu un arrêt dans lequel il précise ce qu'est le devoir de réserve. C'est un

comportement qui aspire le respect, qui est digne de confiance et qui s'abstient de tout ce qui peut porter atteinte aux intérêts de l'Etat. Mais, en parallèle, l'employé doit aussi pouvoir participer à des manifestations, comme vous le précisez très justement, en vertu de la liberté d'expression.

Dans le cas présent, c'était quand même un peu particulier parce qu'il y avait des policiers qui surveillaient la manifestation et qui devaient faire respecter des mesures. Peut-être que les participants à la manifestation ont été aussi surpris de l'ampleur et de l'orientation qu'a pris cette manifestation. Je vous rappelle quand même que des journalistes ont été invectivés, que les autorités fédérales, cantonales, respectivement un collègue, a aussi été ouvertement critiqué. Il nous est apparu nécessaire de resensibiliser le corps de police. La liberté d'expression reste assurée à tout un chacun de quelque corps professionnel qu'il se revendique.

M. Didier Spies (UDC) : Je suis satisfait.

Mandat de CarPostal à des entrepreneurs privés n'appliquant pas la CCT

M. Nicolas Maître (PS) : En mai 2020, le Gouvernement annonçait que CarPostal SA remportait la mise au concours des 39 lignes de bus du réseau jurassien. Ce choix permettait une économie substantielle et annuelle de 4 millions ainsi qu'une augmentation de 7% de certaines prestations de transport sur le réseau du territoire cantonal, l'ensemble du réseau, justement jurassien de bus, changeant même d'identité visuelle. Le respect des exigences légales en matière de conditions de travail du personnel semblait être garanti pour le maintien d'une CCT. Ne restait plus qu'à CarPostal d'organiser la planification pour le changement d'horaire de décembre prochain, soit à travers ses propres services ou avec l'aide d'autres prestataires.

Selon nos informations, quelques lignes en Haute-Sorne et en Ajoie seront couvertes par des entrepreneurs n'appliquant pas pour l'instant de convention collective de travail. Jusqu'à huit collaborateurs pourraient être concernés et, selon nos sources syndicales, certaines tractations seraient en cours sans pour autant qu'un calendrier n'ait été défini.

Le Gouvernement a-t-il été rendu attentif à cet élément afin de maintenir une certaine pression sur l'entreprise CarPostal pour qu'elle fasse respecter ses propres engagements aux entrepreneurs auxquels elle délègue des tâches ? Je remercie le Gouvernement de sa réponse.

M. David Eray, ministre de l'Environnement : Je vous rappelle que l'appel d'offres a été lancé et pose des conditions très claires, le respect des conditions de travail dans la branche et dans la région. A partir de là, si vous avez des informations qui démontrent que ce n'est pas le cas, je vous prie de vous adresser à la Section mobilité qui prendra note et qui interviendra rapidement.

A la connaissance du Gouvernement, les conditions d'octroi sont respectées aujourd'hui. Le Gouvernement est satisfait de cet appel d'offres qui a permis une économie de 300'000 francs par année pour les communes jurassiennes, une économie de 700'000 francs par année pour les finances cantonales, également une économie de 100'000 francs par année pour le Noctambus, le développement de 300'000 kilomètres d'offres supplémentaires, ce qui correspond à six ou sept emplois créés dans les transports publics.

Les conditions étant respectées jusqu'à présent, le Gouvernement est donc satisfait du résultat et reste attentif à ce que les conditions fixées soient respectées.

M. Nicolas Maître (PS) : Je suis partiellement satisfait.

Engagements financiers du Canton du Jura pour l'exposition nationale Svizra27

M. Rémy Meury (CS-POP) : En complément à la question posée par Yves Gigon sur la future exposition nationale, il semble que des engagements financiers aient été pris et même déjà engagés mais nous n'en trouvons aucune trace dans les comptes ou budgets récents de l'Etat jurassien. D'où notre question, à laquelle le ministre, à mon sens, n'a pas clairement répondu tout à l'heure : Quels engagements financiers ont été pris et engagés par le Canton du Jura pour cette première étape ? Et par quelle rubrique sont-ils financés ?

M. Jacques Gerber, ministre de l'Economie et de la Santé : Merci Monsieur le Député de me poser la question, parce qu'auparavant elle n'a pas été posée. Une question orale, c'est une question et pas plusieurs questions.

Effectivement, cela n'apparaît pas dans le budget de l'Etat, étant donné que le financement se fait à travers le fonds d'utilité publique. L'argent vient de la LORO. Nous avons déjà financé 50'000 francs et nous nous sommes engagés à financer 95'000 francs pour l'étude de faisabilité.

M. Rémy Meury (CS-POP) : Je suis satisfait.

Violences à l'égard du personnel soignant en institution psychiatrique

M. Quentin Haas (PCSI) : A la lecture d'un sondage mené en Suisse alémanique, nous apprenions dernièrement que près d'une infirmière ou d'un infirmier sur trois a déjà été victime de violences graves durant son activité dans une structure stationnaire de psychiatrie. Actuellement, les experts interrogés estiment que les stratégies de protection établies dans les établissements psychiatriques, telles que les formations à la gestion de la colère ou les dispositifs d'alarme, n'offrent qu'une efficacité limitée pour protéger le personnel soignant.

Ces derniers appellent à la mise en place de stratégies politiques et pédagogiques permettant de développer des méthodes de prévention et d'intervention véritablement efficaces pour éviter la violence. Partant de ce constat, le Gouvernement peut-il nous renseigner si des stratégies, telles que proposées par ces experts, sont à l'étude dans le canton du Jura ? Je vous remercie pour votre réponse.

M. Jacques Gerber, ministre de l'Economie et de la Santé : Permettez-moi tout d'abord cette remarque. Votre interprétation correspondrait plus à une interpellation qu'à une question orale, sachant qu'il faut quand même un tout petit peu d'investissement pour recueillir les différentes informations que vous demandez. Il est clair qu'en une nuit, de 11 heures le soir à 6 heures du matin, il est un peu difficile de toutes les trouver.

Ceci étant, l'étude que vous mentionnez concerne 13 cliniques en Suisse alémanique de psychiatrie stationnaire,

vous l'avez dit. Nous n'avons pas ce type de clinique sur sol jurassien. Nous travaillons avec l'Hôpital du Jura bernois et le CNP à Neuchâtel. Ceci étant, nous avons également différentes prestations en termes psychiatriques, que ce soit au niveau des urgences, au niveau de l'Hôpital de jour ou en ambulatoire. Aujourd'hui, nous n'avons pas de statistique qui me permettrait de vous donner des chiffres précis. Mais d'après les informations que j'ai pu récolter, il ne semble pas que le taux de violence sur l'ensemble du corps psychiatrique, et pas simplement les infirmières, soit au niveau de l'étude mentionnée, justement parce que nous ne sommes pas dans du stationnaire. Cela n'empêche pas qu'il peut y avoir des problèmes. Des cours sont donnés, qui vont déjà au-delà de la simple sensibilisation. Ce sont des cours d'attitude par rapport à ce genre de comportements. Une formation était prévue avant la COVID et n'a malheureusement pas pu être donnée en 2020.

Ce que je retiens de ces quelques informations, c'est qu'il y a un besoin d'étude par rapport à l'ensemble de nos prestations en psychiatrie. Suite à cette dernière, peut-être une analyse des compléments en termes de mesures de formation à donner à ce corps médical spécifique.

M. Quentin Haas (PCSI) : Je suis satisfait.

Arrêt des tests salivaires dans les écoles

Mme Amélie Brahier (PDC) : Lors de la rentrée scolaire d'août 2021, le Gouvernement avait mis en place dans les classes scolaires des tests salivaires pour limiter, voire éviter des mises en quarantaine. Il a été décidé par la suite d'arrêter ces tests après les vacances d'automne. Aujourd'hui, la situation sanitaire est telle que les cas sont en augmentation et notamment auprès des enfants et des jeunes. Ma question : Le Gouvernement peut-il nous dire pourquoi il a décidé d'arrêter ces tests ?

M. Jacques Gerber, ministre de l'Economie et de la Santé : Permettez-moi tout d'abord d'insister une nouvelle fois sur le fait que la stratégie la plus sûre, la plus efficace et la moins dommageable reste la vaccination. Nous avons une nouvelle fois l'ensemble des personnes qui n'auraient pas encore franchi le pas de le faire, pour justement éviter que nous ayons de manière successive à remettre certaines mesures, à les enlever quand ça va un peu mieux.

Nous reposons nos décisions sur trois conditions. La nécessité, la proportionnalité et la légitimité. Il apparaissait au Gouvernement, avant les vacances d'automne, que nous pouvions recommencer sans forcément imposer à nouveau ces tests salivaires dans les écoles. Vous avez certainement vu la communication du Gouvernement d'hier qui impose à nouveau le masque dès le premier cas positif dans les écoles. Aujourd'hui, il nous semble que c'est la mesure nécessaire, proportionnelle et légitime à prendre dans la situation où nous avons certains clusters dans les écoles. Ça nous paraît aujourd'hui la mesure à réintroduire, qui va au-delà de ce que nous avions avant les vacances d'automne.

Je peux toutefois signaler que pour l'instant il n'y a pas d'autre mesure en réflexion. Mais, en fonction de l'évolution de la situation et de la pandémie, on peut envisager un port du masque à 100% en permanence dans les écoles, un confinement et l'école à distance si nécessaire, si nous nous retrouvons dans une situation où nos hôpitaux n'arrivent plus

à suivre et à traiter l'ensemble de la population qui en a besoin.

Mme Amélie Brahier (PDC) : Je suis partiellement satisfaite.

La présidente : Toutes les questions inscrites ont pu être posées. Ce point est ainsi clos.

3. Election du-de la secrétaire général-e du Parlement

La présidente : Nous voici arrivés à un moment important, étant donné que nous avons désormais à élire notre futur secrétaire général du Parlement, en remplacement de Jean-Baptiste Maître qui, après 13 années passées à cette fonction, officie désormais à celle de chancelier d'Etat.

Conformément aux articles 34, alinéa 3, de la loi d'organisation du Parlement et 77, alinéas 2 et 3, du règlement du Parlement, il appartient au Bureau du Parlement de formuler une proposition à l'intention du Parlement pour l'élection du secrétaire général, de même que de définir la procédure en vue de l'élection. Un exercice que l'on peut qualifier d'inédit pour le Bureau.

Les membres du Bureau ont pris cette mission inhabituelle très à cœur et ont pleinement assumé cette importante responsabilité. Je tiens d'ailleurs à saluer ici la réactivité et la disponibilité dont ont su faire preuve l'ensemble des collègues du Bureau lors des différentes étapes de cette procédure, le tout dans une ambiance agréable et avec un état d'esprit constructif.

Pour démarrer le processus, le Bureau a, dans sa séance extraordinaire du 25 août 2021, décidé de mettre au concours publiquement le poste. La mise au concours a paru dans le Journal officiel du 2 septembre 2021 ainsi que sur le site internet du canton, dans le Quotidien Jurassien, le Temps et divers autres sites spécialisés, avec délai de postulation au 24 septembre 2021. 31 dossiers de candidature ont été réceptionnés au Secrétariat du Parlement. Après la lecture des dossiers, le Bureau a procédé au choix des candidatures à auditionner lors de sa séance du 1^{er} octobre. Huit candidates et candidats ont ainsi été invités à se présenter pour un entretien le 12 octobre. Pour cet entretien, nous nous sommes inspirés d'un questionnaire transmis par le Service des ressources humaines et avons sélectionné une dizaine de questions et complété l'entretien par des questions personnelles des membres du Bureau. Pour terminer cette audition, il a été demandé aux candidats de développer par écrit la réponse à deux questions.

Après délibérations et discussions à l'issue de cette journée d'auditions, deux candidats se sont détachés de manière assez claire et le Bureau a donc retenu ces deux candidatures pour formuler son préavis. Le secrétaire général et moi-même avons informé le 13 octobre par téléphone les 31 candidats de la teneur du préavis, en leur laissant un délai de réflexion jusqu'au 20 octobre pour se déterminer sur le maintien ou non de leur candidature. Les candidats ont également été informés qu'à l'échéance de ce délai le préavis et la liste des candidats seraient rendus publics. Sur les 31 candidates et candidats, 23 ont souhaité retirer leur candidature à ce stade. Il reste donc huit candidates et candidats éligibles aujourd'hui. La liste de tous les noms vous a été transmise.

Avant de vous présenter les candidats, je vous rappelle

la procédure d'élection. Elle se déroule conformément aux articles 50 de la loi d'organisation du Parlement et 77 et 78 du règlement du Parlement. L'élection se déroule à bulletin secret. Chaque député dispose d'une voix. Les suffrages donnés à une personne n'ayant pas fait acte de candidature ou ayant retiré sa candidature ne sont pas pris en compte et sont assimilés à des suffrages nuls. Pour être élu, un candidat doit remporter la majorité absolue des suffrages valables exprimés. Dès le deuxième tour, seuls demeurent éligibles les candidats ayant obtenu au moins un suffrage au premier tour. A l'issue du deuxième tour et des suivants, sont éliminés les candidats n'ayant pas obtenu un nombre de voix équivalant au moins à 10% des bulletins valables. Si tous ont obtenu 10% ou plus des suffrages valables, est éliminé le candidat ayant obtenu le moins de voix. On procède au nombre de tours nécessaires jusqu'à ce qu'un candidat obtienne la majorité absolue des suffrages valables. Les suffrages blancs et nuls ne sont pas comptés dans le calcul de la majorité.

Je vais maintenant vous présenter les deux candidats retenus par le Bureau dans l'ordre alphabétique.

Monsieur Raphaël Chalverat, né en 1981, domicilié à Châtillon. Journaliste RP et est actuellement chef de région à la radio RFJ et titulaire d'une demi-licence en journalisme et communication de l'Université de Neuchâtel.

Monsieur Fabien Kohler, né en 1972, domicilié à Vicques, chef de la section gestion du Service de l'enseignement, enseignant secondaire et possède un MAS en administration publique.

Comme le mentionne le préavis du Bureau, nous estimons que ces deux candidats, d'égale valeur, bien qu'ayant des profils personnels différents, sont parmi les candidats auditionnés les plus à même d'assumer leur rôle de secrétaire général de par leurs connaissances de l'Etat et des rouages politiques, leurs qualités humaines et leur sens de l'organisation, ainsi que d'apporter leur appui aux parlementaires et de représenter au mieux l'institution parlementaire.

Six autres candidates et candidats ont souhaité proposer leur candidature au Parlement. Il s'agit, également par ordre alphabétique, de Monsieur Emmanuel Favre, Monsieur Noé Gête, Madame Katia Maurer, Madame Virginie Mischler, Madame Julie Vigneau, Monsieur Lawrence Wiget. Les différents documents constituant le dossier de postulation de chacune et chacun des candidats vous ont été transmis et je ne présenterai pas plus en détail leur profil.

Avant de procéder au premier tour de cette élection, j'ouvre maintenant la discussion en donnant la parole aux représentants des groupes. La parole n'est pas demandée. J'ouvre maintenant la discussion générale. Est-ce que quelqu'un souhaite prendre la parole ? Cela ne semble pas être le cas. Nous allons donc procéder à la distribution des bulletins de vote. J'appelle donc les scrutateurs, Madame Leïla Hanini et Monsieur Bernard Varin, pour procéder à cette distribution. Je vous rappelle que vous devez rester à votre place durant toute la procédure d'élection.

Résultat du scrutin :

Bulletins délivrés :	60
Bulletins rentrés :	60
Bulletins valables :	60
Majorité absolue :	31

Monsieur Fabien Kohler est élu par 33 voix ; Monsieur Raphaël Chalverat obtient 26 voix et Monsieur Noé Gête 1 voix.

4. Promesse solennelle du nouveau ou de la nouvelle secrétaire général-e du Parlement

La présidente : Je félicite Monsieur Fabien Kohler et l'invite à venir devant la tribune pour la promesse solennelle.

A l'appel de votre nom, veuillez répondre « je le promets » après la lecture de la promesse solennelle. « Je promets de défendre les libertés et les droits du peuple et des citoyens, de respecter la Constitution et les lois et de remplir consciencieusement les devoirs de ma charge ».

M. Fabien Kohler : Je le promets.

La présidente : Je vous félicite pour votre élection et vous souhaite la bienvenue au sein de notre Parlement et beaucoup de plaisir dans votre fonction de secrétaire général. (*Applaudissements.*)

5. Arrêté portant octroi d'un crédit d'engagement pour le financement d'un contrat de prestations entre la République et Canton du Jura et la Fédération interjurassienne de coopération et développement (FICD) pour les années 2021 et 2022

(*Ce point est renvoyé à la prochaine séance.*)

6. Rapport 2020 sur les affaires extérieures

M. Ernest Gerber (PLR), au nom de la commission des affaires extérieures et de la formation : Les relations avec l'extérieur du Gouvernement n'auront pas échappé aux conséquences de la pandémie. En regardant dans le rétroviseur, l'impression d'avoir vécu une décennie en quelques mois seulement, tant les événements se sont précipités. Certains ont marqué les esprits, comme la fermeture des frontières, ce qui n'était pas arrivé depuis la dernière Guerre mondiale. Cet événement en particulier démontre qu'un renforcement de la coordination entre les cantons, la Confédération et les régions européennes voisines est primordial pour le Jura.

Dans son rapport des affaires extérieures 2020 qu'il a soumis au Parlement, le Gouvernement y décrit la singularité de l'année écoulée. Il a fallu se réinventer. Flexibilité et adaptation ont été les maîtres-mots pour pouvoir agir au mieux. Pour garder les contacts indispensables avec l'extérieur, il a été nécessaire de recourir rapidement à des moyens techniques comme la vidéoconférence. On peut se réjouir et se féliciter que le Gouvernement a su réagir. Il a été une force de propositions durant cette difficile période, sans négliger le Parlement en l'informant très régulièrement, plus particulièrement durant l'application du droit de nécessité.

Si la période COVID semble bien sombre et que beaucoup de pratiques ont changé, tout n'est pas à jeter. De nouveaux paradigmes ont émergé et serviront, comme le souhaite le Gouvernement, à faire reconnaître les spécificités de notre République sur le plan sanitaire et économique par

exemple. Cette nouvelle réalité montre l'importance des relations avec l'extérieur qui sont indispensables pour maintenir l'équilibre.

La présidente du Gouvernement a exposé le rapport à la commission des affaires extérieures et de la formation lors de sa séance du 7 octobre 2021. Ce dernier n'a pas fait l'objet de remarques particulières. Comme ce rapport du Gouvernement s'adresse au Parlement, il sied donc de ne rien ajouter et de laisser Madame la Présidente du Gouvernement vous le détailler.

Mme Nathalie Barthoulot, présidente du Gouvernement : Comme vous pouvez l'imaginer, la crise sanitaire que nous vivons encore a bien évidemment eu une influence extrêmement forte sur la manière de défendre les intérêts du canton du Jura et à l'étranger en 2020. D'un côté, jamais les relations intercantionales, ni même les relations entre les cantons et la Confédération, tout comme les relations entre le Canton du Jura et la France voisine n'ont été aussi intenses, que cela soit au niveau technique ou au niveau politique.

Nous avons eu régulièrement nos collègues romands et certains conseillers fédéraux au téléphone et cela n'était pas tellement habituel, croyez-moi. Et de l'autre côté, il est évident aussi que les relations extérieures classiques en ont pris un coup et ceci pour plusieurs raisons. Pour des raisons techniques tout d'abord. Dès le mois de mars 2020, l'accès au Palais fédéral a été très sérieusement restreint et les sessions suivantes des Chambres fédérales ont été délocalisées. De plus, un certain nombre de dossiers importants pour notre canton ont été mis en pause ou ont pris du retard. Quant aux contacts avec nos élus fédéraux, ils se sont certes poursuivis mais en visioconférence.

Durant l'année 2020, il n'y a pas eu de rencontres intercantionales ni de rencontre avec les Jurassiennes et les Jurassiens engagé-e-s au sein de la Confédération. Pas de déplacement en France non plus. Bref, soudainement, la politique s'est ralentie et la façon de la pratiquer a changé.

La pandémie a aussi influencé fortement le fédéralisme, et nous parlons-là d'un changement plus fondamental. Jusqu'au mois de mars 2020, lorsque nous étions consultés par la Confédération au sujet d'une nouvelle loi, nous avions en général deux à trois mois pour y répondre. Depuis bientôt deux ans, c'est plutôt trois à quatre jours, week-end compris. De plus, certaines discussions qui se tenaient précédemment en coulisses sont maintenant rendues publiques par le Conseil fédéral avant même que nous ayons donné objectivement et formellement notre avis.

Certaines conférences intercantionales ont également pris une nouvelle importance en agrégeant les avis et en faisant aussi disparaître les spécificités de certains cantons. Vous l'aurez également compris, en 2020, la thématique de la COVID a clairement mis de côté les autres dossiers importants figurant dans le rapport qui vous a été remis. Le constat est implacable. Il y a eu peu de Jura à Berne et ce n'est évidemment pas très positif, mais je pense pouvoir affirmer que c'est un peu le cas pour tous les autres cantons aussi.

Par contre, durant la même période, jamais la Berne fédérale ne s'est autant intéressée au canton du Jura. En effet, notre taille, notre côté pragmatique, notre réactivité, notre lien avec le terrain, notre manière de gérer la crise à la mode jurassienne ont intéressé le reste de la Suisse romande

mais aussi l'ensemble du pays. Un intérêt médiatique mais également un intérêt politique. La présidente et le président des deux Chambres fédérales, le conseiller fédéral en charge du Département de l'intérieur, le conseiller fédéral en charge de l'économie, tous sont venus voir chez nous, en 2020, comment concrètement les décisions prises à Berne étaient appliquées. Je crois pouvoir dire que ces visites ont permis de donner une image positive du canton. Les contacts informels à tous les niveaux, y compris avec les membres du Conseil fédéral, se sont multipliés et cela a permis d'obtenir souvent et rapidement de très bons résultats.

Enfin, sur le plan transfrontalier, cette crise a confirmé la nécessité d'avoir des contacts étroits et privilégiés avec les régions françaises et allemandes voisines. Nous avons ainsi pu nous entraider sur le plan régional par-delà les frontières, permettant ensuite des collaborations validées et soutenues à l'échelon national. Je pense notamment à l'accueil de patients français au sein de l'Hôpital du Jura lors de la première phase de la crise.

Permettez-moi à présent de vous faire part de quelques réflexions pour l'avenir. Outre la pandémie qui nécessite toujours un engagement fort sur la scène fédérale et intercantonale, de nombreux dossiers essentiels pour le Jura sont aujourd'hui à nouveau d'actualité. On peut notamment penser au dossier européen, dossier capital s'il en est un pour notre économie tournée vers l'exportation, celui de la péréquation entre les cantons et la Confédération avec l'analyse des effets du nouveau système mis en place. On peut encore penser à d'autres dossiers, tels que l'imposition du logement, la voie routière rapide entre Delémont et Bâle et évidemment la question de la répartition des charges entre les cantons et la Confédération, notamment en matière d'aide aux primes d'assurance-maladie. Pour avoir des décisions favorables à notre canton dans ces dossiers, nous devons impérativement trouver des alliances au niveau romand mais aussi avec des cantons alémaniques qui vivent des réalités comparables à la nôtre. Pour cela, des contacts privilégiés doivent exister au niveau administratif et politique et ce réseau passe par les conférences intercantionales dans lesquelles le Jura est aujourd'hui bien représenté.

En deux ans, nous avons obtenu des places dans le comité de quatre conférences nationales importantes. Mon collègue Jacques Gerber est entré au comité de la Conférence des gouvernements cantonaux (CdC). Mon autre collègue Martial Courtet est entré lui au sein du comité de la Conférence suisse des directeurs de l'instruction publique et mon autre collègue David Eray au comité de la Conférence pour la forêt, la faune et le paysage. Enfin, je suis moi-même présidente de la Conférence suisse des directeurs et des directrices des affaires sociales depuis mai 2020 et d'autres opportunités pourraient se présenter encore prochainement. Ces mandats nous permettent de renforcer ce réseau tellement important pour développer des stratégies concertées avec d'autres cantons. Ils nous offrent aussi de nombreuses informations très en amont et nous laissent ainsi la possibilité d'anticiper la préparation et l'orientation de nos propres stratégies. Pour rappel, plus de la moitié des dépenses cantonales sont liées à des tâches fédérales et un peu moins de la moitié de nos recettes proviennent également de la Confédération et des autres cantons. Je n'ai donc pas besoin, en cette période budgétaire complexe, de vous démontrer l'importance de ces contacts hors de nos frontières cantonales.

Avant de terminer, j'aimerais vous dire encore que le

Gouvernement jurassien continue de s'engager pour obtenir sur son territoire des instances fédérales ou des activités stratégiques de régions fédérales. Nous n'avons certes pas obtenu le commandement de la nouvelle région douanière mais cela reste un objectif clair pour le Gouvernement. L'implantation de la Division alcool et tabac, il y a quelques années à Delémont, prouve que c'est possible. Malgré cela, nous restons l'un des cantons suisses les moins bien lotis en la matière et cela doit changer.

Mesdames et Messieurs, les relations extérieures impliquent que nous, politiciennes et politiciens, sortions de notre canton mais aussi que nous invitions nos partenaires à venir le découvrir et à en appréhender les spécificités. Nos moyens d'action sont limités. Pour être soutenu, il faut être compris. Dans cette optique, je relève également le rôle important des membres de ce Parlement et, par exemple, les liens développés récemment avec vos homologues de Bâle-Ville ces derniers mois qui sont tout à fait dans cet état d'esprit.

Voilà pour le rapport 2020 sur les affaires extérieures qui s'est inscrit dans un contexte très particulier, celui de la pandémie, et qui n'a certainement pas eu la même teneur ni la même épaisseur que si la période avait été normale.

La présidente : Comme nous ne votons pas sur ce rapport, ce point est ainsi clos.

7. Question écrite no 3409

Motion no 435 du 22 septembre 1993 (!) : QUAND le Gouvernement sera-t-il disposé à la réaliser ?

Alain Schweingruber (PLR)

Depuis l'entrée en souveraineté du canton, chacun sait que la situation financière de notre Etat est source d'une grande préoccupation. L'engouement que la création de notre République avait induit et l'incertitude régnant à l'époque quant au coût réel d'une administration cantonale ont forcément amené à terme des budgets et des comptes obérés. Au fil des années, chacun a pu faire le constat que notre Etat était surdimensionné par rapport à ses facultés financières et ses entrées de recettes. Chacun sait depuis longtemps que les problèmes financiers de l'Etat ne sont pas d'ordre conjoncturel mais au contraire d'ordre structurel.

Au fil des années, différents programmes de réduction des dépenses ont été entrepris ou imaginés, sans grand succès. L'augmentation constante de l'effectif de la fonction publique est constatée et critiquée. En réalité, l'engagement des fonctionnaires est simplement le corollaire et la conséquence des tâches publiques de plus en plus nombreuses imposées à l'Etat, notamment et en particulier celles qui lui sont dévolues par la Confédération mais aussi et à l'inverse, celles que l'Etat s'est lui-même imposées.

Fort de ce constat, le groupe PLR, sous la plume du soussigné, avait déposé en date du 22 septembre 1993 (!), soit il y a 28 ans, une motion constatant cet état de fait et qui demandait au Gouvernement de proposer au Parlement un programme de réduction des tâches et obligations de l'Etat. Il s'agissait en effet d'établir le catalogue de tout ce qui était indispensable et incontournable dans le cadre du fonctionnement de l'Etat et de déterminer, en vue de leur suppression ou de leur réduction, les tâches et obligations moins importantes.

Les gouvernements successifs n'ont jamais daigné donner suite concrètement à cette motion, quand bien même la Constitution jurassienne et la loi d'organisation du Parlement le leur imposaient, et nonobstant le fait qu'à chaque législature les parlementaires admettaient que la motion n'était pas réalisée et devait l'être.

En date du 30 juin 2021, s'inspirant visiblement et clairement de la motion no 435, le groupe VERT-E-S et CS-POP a déposé une motion interne dont le contenu et le développement correspondent trait pour trait aux préoccupations et aux demandes contenues dans la motion no 435. On salue évidemment cette clairvoyance d'inspiration libérale-radical dont fait preuve le groupe VERT-E-S et CS-POP.

Dans la motion interne no 152, ce groupe s'interroge en effet au sujet des prestations devant être assurées par l'Etat. Il évoque une réflexion incontournable dans laquelle il faudra naturellement évaluer les conséquences de l'abandon éventuel de prestations sur les finances d'autres collectivités... (sic). Il estime nécessaire qu'un catalogue des prestations fournies actuellement soit établi (sic). Il préconise de sortir dudit catalogue « toutes les prestations qui ont un caractère obligatoire pour l'Etat et qui ne peuvent être déléguées à une autre collectivité ou à une institution privée ». Enfin, il suggère de mener la réflexion sur les prestations pouvant être abandonnées ou transférées, l'organisation même de l'Etat devant être questionnée (sic).

La seule différence entre la motion no 435 et la motion interne no 152 consiste en ce que la seconde demande la création d'une commission parlementaire spéciale chargée d'étudier le fonctionnement de l'Etat et d'établir les priorités dans les prestations qu'il doit fournir. Toutefois, au niveau du fond, c'est purement et simplement le copier-coller de la motion no 435.

Cela dit, on s'étonne que la motion interne no 152 ait reçu un statut de traitement d'urgence alors que le groupe PLR attend ce traitement depuis 28 ans !

Dès lors et indépendamment de la question de savoir si une commission spéciale doit être créée, le Gouvernement est invité à répondre à la question suivante : QUAND le Gouvernement entend-il réaliser la motion no 435 ?

Réponse du Gouvernement :

40 ans après sa création, l'Etat jurassien fait face à d'importants défis financiers. Avec un des potentiels de ressources les plus bas en Suisse, le Canton peine à couvrir l'ensemble de ses charges avec les recettes dont il dispose. Cette situation s'explique en premier lieu par la situation géographique excentrée du canton, par l'absence d'un grand centre urbain ainsi que par la prédominance des secteurs agricoles et industriels de son économie. Au fil des années, les Gouvernements successifs ont déployé des efforts importants afin de renforcer la position financière de l'Etat. Différents projets, dont le Parc d'innovation Basel Area, ont été réalisés dans le but de diversifier l'économie jurassienne et de créer des emplois qualifiés. Les outils de marketing territorial, tel que les sites eco.jura.ch et vivredanslejura.ch ou la participation à des événements nationaux comme la Fête des Vignerons, ont été renforcés pour favoriser le rayonnement du canton à l'extérieur. Plusieurs programmes d'économies ont par ailleurs été mis en œuvre sous différentes formes afin de contenir les charges.

Aujourd'hui, force est de constater que ces efforts n'ont pas toujours eu les effets escomptés sur le long terme. D'un

côté, les charges qui continuent d'augmenter légèrement et, de l'autre, les recettes qui baissent considérablement suite à différents projets cantonaux (réforme fiscale et financement de l'AVS, baisses fiscales pour les personnes physiques, fonds climat ou taxe des véhicules) et fédéraux (péroration financière) pèsent sur les comptes de l'Etat. La pandémie exacerbe également les difficultés financières auxquelles fait face le canton. Les actuelles projections financières font état de déficits de l'ordre de 20 à 50 millions de francs pour les années à venir.

Le Gouvernement actuel a pleinement conscience que des mesures doivent être prises rapidement. Il s'agit d'une part de diminuer les charges, d'autre part d'augmenter les recettes. Comme mentionné dans le programme de législation 2021-2025, puis précisé dans le message qu'il a adressé au Parlement le 7 octobre dernier, le Gouvernement prévoit de mettre en place un programme de mesures intitulé « Plan équilibre 22-26 » dans le but de retrouver l'équilibre budgétaire d'ici à 2026. Le message, qui définit les objectifs à atteindre, la gouvernance à mettre en place et le calendrier du plan, sera débattu lors de la séance du Parlement de novembre prochain dans le cadre de l'adoption de la PFI 2022-2026. Le Gouvernement reviendra ensuite auprès du Parlement par étapes successives avec des propositions de mesures précises.

En lien avec l'élaboration du « Plan équilibre 22-26 », mais également avec l'accueil de Moutier, le Gouvernement prévoit d'établir un catalogue des prestations de l'Etat. Celui-ci fournit de nombreuses prestations aux habitants et aux entreprises, mais également à différents autres acteurs (p. ex. associations). Certaines sont imposées par des bases légales fédérales ou cantonales, d'autres sont des prestations pour ainsi dire volontaires. Les prestations sont fournies soit directement par l'administration, soit indirectement par des partenaires externes (institutions paraétatiques, autres cantons, etc.). Il s'agira d'identifier l'ensemble des prestations que l'Etat fournit soit directement soit indirectement à la population. Il sera nécessaire de différencier les prestations prescrites par le droit fédéral ou cantonal de celles qui sont volontaires. Afin de pouvoir prioriser les prestations de manière cohérente, une méthodologie qui permettra d'appréhender les besoins de la population devra également être définie. En d'autres termes, les prestations à prioriser devront être mises en lien d'un côté avec les besoins de la population et de l'autre avec les ressources financières du canton.

Un travail similaire, mais peut-être moins poussé, a déjà été réalisé dans le cadre du programme OPTI-MA. Avec le soutien de prestataires externes, l'administration a établi un référentiel des prestations de l'Etat. Chacune des prestations avait été chiffrée en équivalent plein temps (EPT). Les mandataires ont alors procédé à un examen rigoureux des possibilités de gains de productivité, de l'adaptation du niveau qualitatif et quantitatif des prestations, de la possibilité d'abandonner certaines prestations et des structures mises en place pour délivrer les prestations. C'est sur cette base que la liste des mesures d'économies a été établie et que certaines prestations ont été supprimées. Cependant, les économies générées par OPTI-MA à hauteur de 29 millions de francs, qui sont toujours en vigueur dans le budget 2022, ne s'avèrent plus suffisantes suite aux importants manques à gagner observés depuis 2020.

Malgré les travaux conséquents qui ont été menés dans le cadre du programme OPTI-MA, le Parlement a refusé de

classer la motion no 435 « Vers un véritable programme de réduction des tâches ». Comme déjà mentionné, le niveau des prestations sera à nouveau examiné dans le cadre non seulement du « Plan équilibre 22-26 », mais également de l'accueil de Moutier. Alors que les mesures du « Plan équilibre 22-26 » doivent être réalisées à relativement brève échéance (validation par le Parlement au plus tard en décembre 2022), l'intégration de Moutier constitue un cadre temporel plus adapté afin de mener les nécessaires travaux d'analyse.

Le Gouvernement tient encore à rappeler que le Parlement joue également un rôle essentiel dans la détermination des prestations que l'Etat fournit à la population. En effet, un nombre important de nouvelles tâches résultent directement de demandes du Parlement. Il est donc essentiel que l'Exécutif et le Législatif travaillent ensemble dans le sens d'une réduction des charges de l'Etat.

Le Gouvernement estime que la réalisation du « Plan équilibre 22-26 », avec les choix que devront opérer les autorités sur la délivrance de certaines prestations ainsi que sur la façon de les délivrer, permettra de considérer la motion no 435 comme réalisée.

M. Gabriel Voirol (PLR) : Monsieur le député Alain Schweingruber est partiellement satisfait.

8. Traitement de l'initiative populaire « Les plaques moins chères » :

- a) **Arrêté relatif au traitement au fond de l'initiative populaire cantonale « Les plaques moins chères »**
 - b) **Modification de la loi sur la circulation routière et l'imposition des véhicules routiers (première lecture)**
 - c) **Décret sur la taxation des véhicules routiers et des bateaux (première lecture)**
- a) **Arrêté relatif au traitement de l'initiative populaire cantonale « Les plaques moins chères »**

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu le dépôt, le 27 mars 2019, de l'initiative populaire cantonale « Les plaques moins chères ! »,

vu la recevabilité formelle de cette initiative, constatée par arrêté du Gouvernement du 12 juin 2019,

vu la validité de cette initiative au fond, constatée par arrêté du Parlement du 30 octobre 2019, vu les articles 75, alinéa 4, et 76 de la Constitution cantonale,

Majorité de la commission et Gouvernement :

vu les articles 90a, alinéa 1, lettre c, et 91 de la loi sur les droits politiques,

Minorité de la commission :

vu les articles 90a, alinéa 1, lettre c, et 91 de la loi sur les droits politiques,

vu que les délais de traitement des initiatives populaires ont été suspendus du 21 mars au 31 mai 2020 par décisions du Gouvernement des 20 mars et 23 avril 2020,

vu le rapport de la commission de gestion et des finances du 20 octobre 2021,

arrête :

Majorité de la commission et Gouvernement :

Article premier

Il est décidé de donner suite à l'initiative.

Article 2

Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement.

Minorité de la commission :

Article premier

Il est décidé de ne pas donner suite à l'initiative.

Article 2

Sous réserve de son retrait conformément à l'article 91 de la loi sur les droits politiques, l'initiative doit être soumise au peuple.

Article 3

Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement.

La présidente :	Le secrétaire général :
Katia Lehmann	Jean-Baptiste Maître

La présidente : Suite au dépôt d'une initiative, le Parlement doit se prononcer dans les deux ans sur le traitement au fond à donner. L'entrée en matière est acquise d'office sur cet arrêté et nous pouvons dès lors aborder directement la discussion de détail. Pour la présentation du rapport du travail effectué par la commission et pour la proposition de la majorité de la commission, je passe la parole à son rapporteur, le président de la commission, Monsieur le député André Henzelin.

M. André Henzelin (PLR), rapporteur de la majorité de la commission de gestion et des finances et président d'icelle : Conformément à l'article 27, alinéa 2, du Règlement du Parlement, je sollicite un dépassement éventuel de la limite de mon temps de parole comme rapporteur de la commission de gestion et des finances.

La présidente : J'en prends note et je vous l'accorde.

M. André Henzelin (PLR) : Merci Madame la Présidente. Suite à l'acceptation par notre Parlement de l'arrêté constatant la validité matérielle de l'initiative populaire « Les plaques moins chères », le Bureau a confié à la commission de gestion et des finances, le 7 novembre 2019, le traitement quant au fond de celle-ci. Dès lors, et conformément à l'article 90, alinéa 3, de la loi sur les droits politiques qui prévoit qu'avant de traiter une initiative, il y a lieu d'entendre les représentants du comité d'initiative, nous avons fait le nécessaire dans ce sens. C'est ainsi que lors de notre séance du 26 février 2020, nous avons reçu une délégation de trois membres du comité d'initiative, dont son président, notre collègue Raoul Jaeggi. Monsieur le ministre David Eray était également présent compte tenu qu'à cette époque, l'Office des véhicules (OVJ) relevait de son département. Au terme de la séance, d'entente avec Monsieur le Ministre, il était convenu qu'il serait proposé à la CGF diverses options après les vacances d'été. Malheureusement, ce scénario n'a pas pu se concrétiser. Les raisons sont liées au fait que les porteurs du dossier ont été prioritairement et fortement engagés au niveau de la pandémie de coronavirus, d'une part, et au changement de dépendance de l'OVJ à Madame la Ministre

des finances, dès le 25 mars 2020, d'autre part.

Ce qui précède a ainsi conduit à la suspension des travaux en CGF jusqu'au 21 avril 2021. Effectivement, c'est à cette date que notre commission a pu réellement poursuivre le traitement de l'initiative sur la base du rapport transmis le 16 mars 2021 par le Gouvernement. Suite à la pandémie de la COVID-19, je relève également ici que, conformément à la décision du Gouvernement de suspendre les délais du 21 mars au 31 mai 2020, le délai de traitement de l'initiative populaire concernée échoit le 10 janvier 2022.

Comme indiqué précédemment, le contenu du rapport du Gouvernement du 16 mars 2021 a permis à la CGF de prendre connaissance des différents éléments nécessaires afin de pouvoir se déterminer sur les trois options offertes pour le traitement de l'initiative, à savoir : lui donner suite, la rejeter ou lui opposer un contre-projet. Quant au Gouvernement, il proposait dans son message de donner suite à l'initiative. Je relève aussi que, dans son rapport, le Gouvernement soulignait que si la décision de donner suite à l'initiative était également retenue par la CGF, qu'il conviendrait que la commission prépare et soumette elle-même au Parlement, en sus de la proposition d'y donner suite, les modifications législatives permettant de la réaliser. Cela se justifiait aux yeux du Gouvernement au regard du temps relativement court à disposition pour respecter le délai de traitement de l'initiative et qui empêchait de suivre la pratique habituelle, soit décider de donner suite et mandater le Gouvernement de présenter un projet de réalisation au Parlement.

Eu égard à ce qui précède, la commission de gestion et des finances a privilégié le mode de faire proposé par le Gouvernement. Je précise aussi que dans ses réflexions notre commission avait défini un calendrier si elle décidait majoritairement, en cours de traitement, de proposer de donner suite à l'initiative. A cet effet, nous avons ainsi retenu de soumettre en même temps au Parlement, pour une première lecture lors de sa session de novembre 2021, les projets de modification législative permettant de réaliser l'initiative. Pour atteindre cet objectif, la CGF a traité cet objet du 21 avril 2021 au 20 octobre dernier dans le cadre de neuf séances. Je précise également ici que l'avancement du dossier s'est fait en y associant régulièrement les groupes parlementaires par des informations et des retours en commission par leurs représentants. De plus, la commission aurait également souhaité rencontrer à une seconde reprise, sans y être tenue formellement, le comité d'initiative. A cet effet, une invitation a été adressée le 16 juin pour permettre d'avoir un échange sur le projet de réalisation de l'initiative au cours de notre séance du 18 août 2021. Vu l'empêchement d'un de ses membres, le comité a renoncé à l'audition devant la commission et a transmis des commentaires par écrit le 13 septembre 2021. Au terme de nos travaux et conformément au mandat confié par le Bureau, la commission de gestion et des finances a rédigé, avec le soutien apprécié des services de l'administration, son rapport daté du 20 octobre 2021 à l'attention du Parlement. Ce dernier contenant très largement les différents éléments qui ont été discutés et traités en commission au sujet de l'objet concerné, je m'autorise à n'en reprendre que certains à cette tribune. De plus, j'éviterai de reprendre dans mon rapport des éléments précis qui font l'objet de propositions de majorité et de minorité. Je laisserai le soin de les aborder aux rapporteurs respectifs dans le cadre de la discussion de détail des articles en question.

Je débiterai en me référant au texte de l'initiative populaire « Les plaques moins chères » qui précise plus particulièrement et que je cite, à savoir : « Les citoyennes et citoyens soussignés ayant le droit de vote dans le canton demandent que le mode de calcul de l'impôt sur les véhicules soit modifié dans le but de s'approcher significativement de la moyenne suisse par catégorie ». Effectivement, c'est cette phrase qui est la demande formelle de l'initiative conçue en termes généraux, sur laquelle le Parlement est appelé à se prononcer. Quant aux différents éléments dont nous avons tenu compte pour sa mise en œuvre, ils sont mentionnés expressément à la page 6 sous la lettre c. Je vous laisse le soin de vous y référer, tout en précisant que ces différents éléments sont ensuite détaillés dans notre rapport. Je relèverai toutefois ici que le projet de réalisation de l'initiative tient compte d'un nouveau calcul de la taxe, qu'il se compose d'une partie forfaitaire et d'une partie variable et qui ne concerne que les voitures de tourisme, ces dernières sont l'une des 47 catégories de véhicules soumises à facturation. En 2020, cette catégorie concerne environ 40'000 véhicules ou 69% du parc et représente 23,6 millions ou 77% de l'encaissement annuel de la taxe véhicules. Une simulation financière du projet est largement développée aux pages 13 à 16 du rapport. De plus, l'annexe qui est jointe donne un aperçu pour une centaine de véhicules représentatifs du parc de voitures de tourisme. En fait, appliquer à l'ensemble du parc, la simulation retenue permet de dégager une large majorité de 73% de propriétaires gagnants. Etant donné qu'il y a deux propositions qui sont formulées, le nouveau calcul de la taxe sera développé dans le cadre de la discussion de détail.

Par contre, je relèverai ici qu'il faut être conscient qu'il entraînera une diminution des recettes estimées entre 2 et 3 millions. Cette diminution des recettes pourrait d'ailleurs être doublée avec la mise en compte de l'éventuelle création d'un nouveau fonds climat. Ce qui précède n'est pas sans conséquences par rapport au lien direct entre les recettes annuelles issues de la facturation aux différentes catégories de propriétaires de véhicules et son utilisation en premier lieu pour la construction, l'entretien et l'exploitation des routes. En chiffres, le compte routier porte actuellement sur un total de recettes de 35 à 40 millions provenant du produit sur la taxe des véhicules, de la part aux huiles minérales et des subventions fédérales. Quant aux charges de ce compte, elles s'élèvent ces dernières années entre 32 et 33 millions. Je me permets de ne pas développer plus en détail ce qui précède compte tenu que les éléments y relatifs sont contenus aux pages 17 et 18 sous la lettre d de notre rapport. J'en fais de même avec la prise en compte de critères environnementaux dans la méthode de calcul de la taxe qui sont contenus à la page 19 sous la lettre d.

En prévision d'une acceptation positive et souhaitée de notre Parlement de donner suite à l'initiative « Les plaques moins chères », notre commission a traité les projets de modification législative permettant de la réaliser. A cet effet, nous proposons, d'une part, quelques modifications d'articles de la loi sur la circulation routière et l'imposition des véhicules routiers et des bateaux, dont le titre de la loi, la définition du mode de calcul de la taxe et l'affectation de celle-ci. Nous proposons également, d'autre part, la révision du décret sur l'imposition des véhicules routiers et des bateaux. Ce dernier définit notamment l'assujettissement à la taxe, les exonérations, le calcul de la taxe, le montant de la taxe pour les véhicules du genre voitures de tourisme, celui pour les autres genres de véhicules et celui pour certaines

catégories particulières de véhicules, ainsi que la réduction et la remise de la taxe. De plus, nous proposons de profiter de la modification de ces deux textes législatifs pour réaliser la motion no 1234. Je rappelle que cette dernière demande à utiliser le terme de taxes au lieu de celui d'impôts et qu'elle a été acceptée par 54 voix contre 1 et 1 abstention. Si la CGF est partagée sur la suite à donner à l'initiative, c'est par 9 voix et 2 abstentions qu'elle vous recommande d'accepter aussi bien la modification de la loi que le décret qui sont inscrits respectivement au point 8b et 8c de notre ordre du jour.

Après ce rapport au nom de la CGF, je poursuis mon intervention, Madame la Présidente, comme rapporteur de la majorité de la commission concernant l'arrêté relatif au traitement de l'initiative cantonale « Les plaques moins chères ». Effectivement, conformément aux conclusions contenues dans le rapport de la commission, la majorité de celle-ci propose au Parlement de donner suite à l'initiative. Je dirai d'emblée que la majorité est parfaitement consciente de la situation financière cantonale. D'ailleurs, elle l'est déjà depuis quelques années. Nous ne sommes donc pas insensibles à l'égard de la réduction des rentrées de la taxe sur les véhicules. Par contre, nous ne pouvons pas ignorer le dépôt d'une initiative signée par plus de 8'000 personnes. Nous ne pouvons pas ignorer également les statistiques qui font ressortir que dans le domaine de la taxe dont il est question, les tarifs jurassiens sont nettement plus élevés que dans la plupart des autres cantons, respectivement de la moyenne suisse. Eu égard à ce qui précède, la majorité de la commission privilégie de donner suite à l'initiative et d'intégrer une composante écologique dans le système de taxation. Elle considère que les modifications législatives proposées sont un compromis qui devrait permettre de donner satisfaction aux initiants, d'une part, et de maîtriser les nouvelles rentrées de la taxe sur les véhicules, d'autre part. Pour la majorité de la commission, il est illusoire de penser que le peuple va refuser l'initiative qui devra lui être soumise. Tenant compte de ce qui précède, je vous recommande, Mesdames et Messieurs les Députés, d'accepter les propositions de la majorité de la commission et du Gouvernement contenues dans l'arrêté relatif au traitement de l'initiative populaire cantonale « Les plaques moins chères », ainsi que l'arrêté.

Je vous en remercie par avance et profitant de cette tribune, je vous fais part que le groupe PLR acceptera la proposition de la majorité. Avant de conclure, je tiens encore à remercier Madame la ministre Rosalie Beuret Siess ainsi que Madame Karine Marti, cheffe de l'Office des véhicules, Messieurs Pierre Bersier, économiste à la Trésorerie générale et Jean-Baptiste Maître, pour leur disponibilité et les renseignements détaillés et complets qu'ils nous ont donnés. Je remercie également nos secrétaires successifs Jean-Baptiste Maître et Jérémy Bernard.

M. Loïc Dobler (PS), rapporteur de la minorité de la commission de gestion et des finances : Le rapporteur de la majorité de la commission a été, comme à son habitude, très exhaustif sur les considérations générales et le contexte lié à l'initiative populaire qui nous occupe ce jour, respectivement son traitement dans le cadre de la commission de gestion et des finances. Vous me permettrez dès lors de ne pas revenir sur ces différents éléments de mon intervention et de me concentrer uniquement sur les raisons qui poussent la minorité de la commission de gestion et des finances à vous demander de ne pas donner suite à l'initiative « Les plaques moins chères ».

La minorité de la commission rejoint la majorité de la commission ainsi que les porteurs du texte sur un constat. Les plaques, dans le canton du Jura, sont plus chères que la moyenne suisse. Une situation connue de toutes et tous depuis de nombreuses années. Une situation déjà débattue à de nombreuses reprises dans cet hémicycle. La dernière motion à ce sujet de notre collègue Raoul Jaeggi, celle-là même qui a engendré le lancement de l'initiative populaire, a été balayée en date du 20 juin 2018 par 42 voix contre 13. Je ne désire d'ailleurs pas à reprendre, et faire mien, les propos clairvoyants du représentant du groupe libéral-radical : « Baisser cet impôt en se basant sur des moyennes nationales mettrait très certainement en péril l'équilibre budgétaire cantonal mais surtout aurait des effets très négatifs sur l'entretien du réseau routier » et d'ajouter : « Une majorité de notre groupe estime qu'il n'est pas possible de réduire ces taxes sans trouver des compensations directes ». Les propos de notre estimé collègue Edgar Sauser sont particulièrement judicieux, lui qui participait trois mois plus tard au lancement de l'initiative qui nous occupe. Ainsi donc, les convictions affirmées par les groupes parlementaires en 2018 semblent aujourd'hui craindre la vindicte populaire. Il est d'ailleurs intéressant que le comité d'initiative soit composé de personnalités importantes de partis majoritaires dans notre canton (PDC, PLR, UDC, PCSI) et peut-être le plus amusant PVL. A eux seuls, ces partis auraient pu baisser le prix des taxes il y a bien longtemps.

La minorité de la commission le sait, sa position n'est certainement pas la plus populaire. Comme les tranches d'impôts ou d'autres taxes, la taxe sur les véhicules ne fait pas plaisir et tout un chacun préférerait s'en exonérer. Pour autant, ce n'est pas en tant qu'automobilistes que nous devons aujourd'hui aborder ladite initiative mais bien en tant que députés. Notre vision doit ainsi prendre en compte l'intérêt de l'ensemble de la société. C'est ainsi que la minorité de la commission ne peut concevoir une baisse massive de la taxe sur les véhicules à l'heure où les défis climatiques nous attendent et exigent de nous des solutions visant à réduire la mobilité individuelle au profit des transports publics et de la mobilité douce. Si notre position n'est certainement pas populaire, elle nous apparaît cohérente par rapport aux engagements pris par les différents Etats, par notre Canton mais également par les Jurassiennes et Jurassiens qui ont eu l'occasion d'exprimer à plusieurs reprises leurs préoccupations sur la question climatique. Une voiture, quel que soit son carburant, quelle que soit son énergie, polluera toujours plus que les transports publics ou la mobilité douce. Qu'il fallait revoir la manière de calculer la taxe en favorisant certains véhicules par rapport à d'autres, la minorité de la commission l'appelle de ses vœux.

Dans le Jura et dans certaines de ses régions en particulier, un véhicule est une nécessité. En revanche, des monstres qui polluent et dont les tailles font plus penser à des camions qu'à des voitures ne doivent en aucun cas être favorisés. C'est pourtant ce que demande l'initiative qui nous est soumise puisque celle-ci demande une baisse de taxes pour l'ensemble des véhicules, quelle que soit la taille, le rejet de CO₂ ou le poids. Il s'agit là à notre sens, d'une vision passéiste et irresponsable à l'égard des générations futures.

En outre, il est intéressant de constater que le comité d'initiative pour « Les plaques moins chères » utilise des arguments pour le moins étonnants. D'un côté, un souci écologique que nous saluons car, oui, il faut revoir le mode de calcul comme évoqué précédemment mais, d'un autre côté,

on cite ensuite Infra Suisse, qui regroupe les entreprises actives dans la construction d'infrastructures, pour dire que le Jura ne dépense pas assez pour ses routes. Se référer aux constructeurs de routes pour dire qu'on devrait dépenser plus, c'est un peu comme se référer aux assureurs-maladie pour cautionner le système des primes dans l'assurance obligatoire des soins. De notre côté, nous préférons saluer l'utilisation efficiente de l'argent public en matière de dépenses routières. A noter tout de même que dans leurs argumentaires, les initiants indiquent que le Canton du Jura aurait dépensé 15 millions de francs pour les routes cantonales en 2017 alors qu'il a encaissé 30 millions de taxes. Un rapide passage sur la statistique de la Suisse, qui est tenue par l'Office fédéral de la statistique, permet de constater que le Jura a dépensé 25 millions de francs en ce qui concerne les routes cantonales pour cette année 2017. Il convient ainsi de le dire. Ici, avec une baisse importante du prix des plaques, il ne fait que peu de doutes qu'à terme les moyens à disposition pour les routes seront moindres, en particulier pour les régions les moins peuplées de notre canton. Il semble important que les citoyennes et citoyens en soient conscients. Mais tous ces arguments utilisés par les auteurs de l'initiative ne servent finalement qu'à une chose, que chacune et chacun y trouve son compte et signe massivement ladite initiative. C'est de bonne guerre et le succès rencontré par les initiants démontre que leur stratégie était la bonne.

Pour autant, il convient de rappeler ici ce que demande précisément l'initiative rédigée en termes généraux, à savoir que le mode de calcul de l'impôt sur les véhicules soit modifié dans le but de s'approcher significativement de la moyenne suisse par catégorie. On oublie donc les arguments écologiques et le maintien des infrastructures routières. Les initiants veulent une baisse du prix des plaques, peu importe le véhicule. Il est d'ailleurs intéressant de constater qu'on parle dans l'initiative de la moyenne suisse par catégorie, alors que le droit jurassien ne prévoit pas de catégories mais un mode de calcul. Que le TCS pense avoir absolument raison dans ses calculs, pourquoi pas. Mais qu'il demande que ses références et ses catégories servent de base de calcul, c'est un peu pousser le bouchon trop loin. Des références du TCS qui font par ailleurs sourire. On critique une taxe annuelle de 638 francs pour une Porsche 911 qui coûte 160'770 francs. Une personne qui peut acheter un véhicule à un tel prix peut sans doute être capable de payer le montant de 638 francs par année. Même en ce qui concerne les véhicules plus modestes, par exemple une Fiat 500 à 17'000 francs, la taxe se monte à 465 francs. Si ce véhicule roule 10'000 kilomètres annuellement, son coût sera d'environ 7'000 francs par année, toujours selon les indications du TCS. Ainsi, la taxe sur les véhicules représente environ 7% des coûts totaux dudit véhicule. On peut encore s'amuser longtemps avec les chiffres. Le coût de la taxe des plaques pour ce même véhicule se monte à 38,75 francs par mois pour permettre la remise en état et les investissements dans les routes, soit bien moins cher que la plupart des abonnements téléphoniques.

A noter, avant de terminer, qu'en baissant significativement le prix des plaques, le Jura filerait bien seul à contresens sur l'autoroute de l'évolution de la mobilité. Berne, Genève ou encore Vaud ont récemment entrepris des travaux qui vont les voir se rapprocher des montants que nous connaissons dans le Jura. Ce n'est pas un hasard, les routes sont engorgées, elles engendrent des nuisances et de l'insécurité dans l'espace public. Baisser le montant des taxes à ce sujet, c'est non seulement une erreur stratégique mais un

encouragement à l'utilisation encore plus massive des véhicules individuels.

En résumé, la minorité de la commission estime que l'initiative populaire qui nous est soumise est une véritable question de société à laquelle le peuple jurassien doit pouvoir donner une réponse au travers les urnes. A noter que si les initiants ne sont pas satisfaits par le texte proposé par la CGF, ils auront meilleur temps de suivre la minorité de la commission afin de permettre à la population de s'exprimer. Je profite d'avoir la parole pour indiquer que le groupe parlementaire socialiste vous recommande également de suivre la minorité de la commission et, à l'instar du président de la commission de gestion et des finances, j'en profite pour remercier l'ensemble des services qui ont été actifs dans ce dossier ainsi que la représentante du Gouvernement.

Mme Céline Robert-Charrue Linder (VERT-E-S) : Le groupe VERT-E-S et CS-POP refusera l'entrée en matière quant à ce projet de réalisation de l'initiative « Les plaques moins chères » ou plaques trop chères, cela dépend un peu par quel bout de la lorgnette on regarde. Je reprendrai un peu les mêmes arguments que ceux de mon collègue Loïc Dobler, mais il me semble important d'insister. Nous refuserons cette entrée en matière pour des raisons écologiques évidentes.

Entre le moment où l'initiative a été déposée et aujourd'hui lors de son traitement, la crise climatique a pris de l'ampleur concrètement dans l'opinion publique et il est de notre responsabilité de prendre des mesures fermes afin de limiter le réchauffement. Le trafic motorisé reste actuellement un des principaux vecteurs d'émissions de gaz à effet de serre, émettant en Suisse plus de 11 millions de tonnes de CO₂ par an. Rappelons qu'en Suisse le réchauffement climatique et ses conséquences se font déjà ressentir fortement aujourd'hui et que le réchauffement climatique en Suisse est deux fois plus rapide qu'ailleurs dans le monde. Bien sûr, l'électrification du parc automobile est en cours mais bien trop lente et sans objectifs clairs, alors qu'il est urgent de sortir des énergies fossiles. Le dernier rapport du GIEC nous le rappelle cruellement.

Notre but doit aller de la réduction du trafic motorisé et de l'augmentation de l'offre en transports publics, accessible et abordable pour chacune et chacun d'entre nous, et non dans la réduction du prix des plaques de nos voitures qui restent accessibles si on les compare aux coûts d'acquisition et d'entretien d'un véhicule.

Nous refuserons cette initiative également pour des raisons budgétaires. Ce n'est pas le moment, alors que la crise sanitaire a contribué à pousser le Canton dans ses derniers retranchements financiers, de venir sur le devant de la scène avec une initiative uniquement basée sur un objectif financier, là également sans objectif clair autre que de payer moins cher. Il faut remettre en avant le principe du pollueur-payeur, respectivement de la pollueuse-payeuse, égalité oblige, y compris dans ce domaine, sans pour autant passer sur une diminution globale du coût des plaques mais en avantageant significativement celles et ceux qui font le choix d'un véhicule efficient en termes énergétiques.

Le groupe VERT-E-S et CS-POP vous invite donc à refuser l'entrée en matière. Pour des raisons de cohérence, nous espérons que les partis qui contestent le budget auront la clairvoyance d'en faire de même.

M. Romain Schaer (UDC) : Après d'intenses prises de

position de dernière minute, une majorité du groupe UDC souhaite ne plus donner suite à l'initiative et laisser au peuple le choix d'accepter ou non cette initiative populaire cantonale « Les plaques moins chères ».

Ce choix de 11.55 heures a le mérite de pousser les initiateurs cette fois-ci à argumenter de manière claire et précise sur la façon dont ils souhaitent voir les plaques taxées, ayant par ce coup du temps pour aiguïser leurs couteaux. Par cette action, si la suite n'est pas donnée à l'initiative, les automobilistes ne verront pas diminuer leurs plaques avant deux, voire trois ans, et les comptes cantonaux se verront réalimentés des quelques 3 millions de francs qui seraient théoriquement perdus par la nouvelle loi, ce qui peut réjouir notre ministre des finances, elle qui cherche de nouvelles recettes.

Outre le fait d'annonce de cette prise de position surprise, une minorité du groupe UDC déplore cette façon de fonctionner au niveau parlementaire alors que les moyens politiques sont à disposition pour faire des propositions concrètes et constructives. Nous remercions également tous les acteurs dans ce dossier pour leur travail.

M. Vincent Eggenschwiler (PCSI) : Le groupe PCSI-PVL a pris connaissance des propositions du Gouvernement et de la CGF concernant le traitement de l'initiative « Les plaques moins chères », signée comme rappelé par 8'000 Jurassiens. Si les objectifs ciblés par l'initiative sont multiples, les conséquences d'une votation populaire acquise à son application nous laissent perplexe, notamment en matière de ressources financières cantonales. En effet, une réduction de 20% en moyenne des taxes engendrerait une diminution de plus de 6 millions de francs de recettes.

Les propositions du Gouvernement ainsi que celles de la CGF, avec son train d'amendements, permettent, à notre avis, d'aller à la rencontre du comité d'initiative tout en tenant compte des différents paramètres écologiques dont un Parlement doit se soucier et intégrer dans une telle démarche. Ainsi, la diminution des recettes semble plus supportable et assure le financement des objectifs fixés par la loi sur la circulation routière. Pour ces raisons, le groupe PCSI-PVL, avec une majorité partagée, soutient la proposition de la majorité de la CGF ainsi que celle du Gouvernement de façon très nuancée.

M. Raoul Jaeggi (PVL) : Je n'ai pas préparé de grand texte, je me suis dit que je prendrai quelques notes avec ce qui se dirait à la tribune, convaincu que vous aviez déjà pris vos décisions dans les discussions de groupe. J'aimerais tout d'abord remercier toutes les personnes qui ont travaillé pour ce dossier, même si je ne suis pas satisfait du résultat.

Je voulais souligner ici que j'étais finalement d'accord avec Loïc Dobler. Ce n'est pas très souvent, c'est déjà arrivé. Pas sur les arguments qu'il a donnés bien entendu mais sur le fait que le refus de donner suite, étonnamment, me séduit parce que je préfère largement que le peuple se prononce sur cette initiative que de traiter cette initiative qui nous est soumise aujourd'hui, parce qu'elle ne répond pas à la volonté des initiateurs. Je le sais puisque je suis initiateur. Je vous rappelle quand même que 8'000 personnes ont signé cette initiative et j'entends quelques intervenants, je l'ai entendu tout au long du cheminement du dossier, que l'on n'avait pas les moyens. Alors, je pose la question. On n'a pas les moyens, mais la volonté de 8'000 personnes ça ne compte pas ? C'est d'abord les moyens et après la volonté

des gens ? Le vote populaire nous permettrait de répondre à cette question.

Elle ne répond pas à la volonté des initiateurs parce que, oui, nous voulons des plaques moins chères, et ce n'est pas le cas pour un quart des propriétaires aujourd'hui, voire 40% suivant les options qui seraient choisies avec les propositions d'une taxe variable qui pourrait aller jusqu'à 300 francs. Là, je me permets de faire le reproche au comité qui ne veut que baisser les plaques. Cela ne tient pas la route puisqu'on parle de s'approcher de la moyenne et nous faisons même le constat pour certaines voitures. La Porsche, qui était citée par mon collègue Loïc Dobler tout à l'heure, est-elle en-dessous de la moyenne alors que c'est un véhicule plutôt polluant ? Mais nous mettons l'accent sur les petites voitures. La Fiat 500, qui était prise en exemple, était la voiture qui classait le Jura au dernier rang. Avec le nouveau projet de loi, cette voiture est classée à l'avant-dernier rang. Donc, on ne répond clairement pas à cela et, malheureusement, ce sont les petits véhicules des Jurassiens, ceux qui ont le moins de moyens, qui, s'ils ne sont pas dans les perdants, ne sont pas suffisamment dans les gagnants. S'approcher significativement de la moyenne suisse, cela me paraît assez clair et significativement cela à un sens. On pourrait ergoter quel pourcentage significatif, compte tenu de l'énorme différence qu'il y a aujourd'hui. Oui, 10% c'est significatif.

A noter encore que pour le néo-PVL que je suis mais le PDC que j'étais, l'argument écologique était un argument important. Et passer à une taxe qui était une taxe au poids à une taxe qui serait calculée avec des émissions de CO₂ faisait sens et faisait un grand pas vers l'écologie. J'accorde que depuis le dépôt de l'initiative les choses évoluent et que l'on est encore plus confronté à cette problématique.

Concernant le fait que les membres du comité référendaire appartiennent aux grands partis de ce canton que Loïc Dobler a cité, il a cité le PVL, ça me réjouit. Ce n'est pas encore le cas, mais j'espère que ça le deviendra. Par contre, faire le reproche au PVL qu'il aurait pu agir pour faire cette baisse, vous comprendrez que je ne peux pas accepter cela puisque je vous renvoie à la fable de la Fontaine « Le Loup et l'agneau ». L'agneau acculé de reproches du loup répond : « Comment l'aurais-je fait si je n'étais pas né ! ». Je vous rappelle que le PVL existe depuis peu de temps.

Pour toutes ces raisons, le comité référendaire préfère largement la variante proposée, c'est-à-dire ne pas donner suite à cette initiative avec ce qui nous est proposé. Il est bien clair que nous voulons que cette initiative ait une suite et ne pas donner suite ce n'est pas arrêter l'initiative, c'est donner une suite différente. C'est le peuple qui se prononcera sur cette initiative.

M. Yves Gigon (UDC) : Je serai bref puisque notre président du comité d'initiative a pratiquement tout dit. Je défends aussi la position, ça n'arrivera pas souvent, du parti socialiste et de CS-POP réunis. Je suis aussi contre ne pas donner suite à cette initiative mais pas pour les mêmes raisons. Lorsque l'on a demandé que la taxe des plaques se rapproche de manière significative de 10%, de manière générale, est-ce que vous pensez que c'est de manière significative ? C'est comme si au match aller vous perdez 10 à 0, vous vous dites qu'il faut se reprendre au match retour. Et vous perdez 9 à 0. Vous pensez que vous avez vraiment fait un effort et que vous vous êtes améliorés ? Absolument pas. C'est la raison pour laquelle on n'entrera pas en matière, ce

qui permettra au peuple de se prononcer. Si l'entrée en matière est acceptée, quels sont les moyens qui nous restent à disposition ? C'est peut-être entre les deux lectures de faire des propositions concrètes pour tenter de corriger à moindre mal les lois qui nous seront proposées.

Deuxièmement, c'est de saisir la Cour constitutionnelle pour tenter qu'elle arrive à la constatation que le projet du Gouvernement, respectivement de la CGF, ne respecte pas du tout, est complètement à côté de la plaque par rapport à ce que demandaient les initiants. Ce que nous voulons, c'est que le peuple se prononce. Je vous invite tous à ne pas entrer en matière sur l'initiative.

Mme Rosalie Beuret Siess, ministre des Finances : L'initiative populaire « Les plaques moins chères » a été remise le 27 mars 2019 à la Chancellerie d'Etat par une délégation du comité d'initiative. Pour rappel et conformément à l'article 90a de la loi sur les droits politiques, le traitement d'une initiative conçue en termes généraux peut se faire selon une des trois options suivantes, les deux premières impliquant une votation populaire, soit décider de ne pas lui donner suite, décider de lui opposer un contre-projet, lui aussi rédigé en termes généraux, ou décider de lui donner suite et adapter les modifications constitutionnelles ou légales permettant sa réalisation. L'initiative est déclarée traitée une fois les dispositions la réalisant adoptées valablement par le Parlement.

Vu le fort soutien apporté à l'initiative et le nombre important de signatures récoltées, et compte tenu également du fait que les taxes véhicules sont plus chères dans le canton du Jura que dans la plupart des autres cantons suisses, le Gouvernement propose d'accepter cette dernière et donc de revoir notre système d'imposition. Il fait également sens, au vu des enjeux climatiques, de profiter de cette révision pour intégrer une composante environnementale dans le système de taxation jurassien.

Le Gouvernement a dès lors transmis sa position le 16 mars dernier à la CGF, en proposant de donner suite à l'initiative. Les éléments d'analyse nécessaires au traitement de cette initiative figuraient également dans le rapport transmis. Le projet qui vous est soumis ce jour tient compte des attentes des 8'000 citoyennes et citoyens signataires de l'initiative. Ainsi, le nouveau mode de calcul, soutenu par la majorité de la commission, permettra à plus de 70% des propriétaires de véhicules de tourisme de voir le prix de leurs plaques baisser. Il s'agit d'un engagement important dans le contexte financier difficile que nous connaissons et qui occasionnera un manque à gagner de près de 2,4 millions pour l'Etat. Permettez-moi dès lors que j'affirme que le comité d'initiative a été entendu.

Pour rappel, l'initiative « Les plaques moins chères », rédigée en termes généraux, demande, comme cela a déjà été rappelé à la tribune, que le mode de calcul de l'impôt sur les véhicules soit modifié dans le but de s'approcher significativement de la moyenne suisse par catégorie. Le comité d'initiative précisait encore, comme indiqué sur leur site internet, les éléments sur lesquels le nouveau projet de taxe doit s'appuyer, soit une formule simple à calculer et justifiable, la prise en compte de l'évolution technologique, favoriser les véhicules efficients et, enfin, laisser une marge d'action à l'autorité.

Le site « Jura trop cher » propose de plus une formule incluant une taxe de base couplée à la norme CO₂ et un

coefficient financier évolutif. Je me plais à relever que le projet qui vous est soumis répond en tous points à ces différents critères, y compris sur le choix de la formule. Le Gouvernement est toutefois conscient que toutes les attentes ne peuvent pas être réglées au travers du calcul de la taxe routière. Politique climatique, politique familiale, politique financière, sécurité routière, mobilité douce, et j'en passe, sont autant de mathématiques qui se sont invitées lors des débats en CGF.

Parallèlement, les connaissances en matière de données des véhicules ont dû être analysées, collectées et mises en perspective afin de trouver un compromis satisfaisant l'ensemble des critères. Pour autant, il est vrai qu'un facteur nous échappe. Il s'agit de la part émotionnelle dans le débat autour de la taxe. C'est ainsi depuis toujours et ce même si la taxe routière ne représente que très peu de charges par rapport au coût réel d'une voiture, entre 3 et 4% selon une étude du TCS. Le projet qui vous est soumis ce jour, sans prétendre tout résoudre, propose un projet équilibré au vu des finances cantonales, conséquent compte tenu de notre réseau routier et en adéquation avec les enjeux climatiques. Il permet de plus de revoir notre méthode de calcul qui date de l'entrée en souveraineté. Rappelez-vous d'ailleurs qu'il y a déjà eu une tentative de modifier la taxe il y a quelques années mais que celle-ci n'a pas abouti. On sait que ce sujet sensible et que les intérêts des uns ne sont pas ceux des autres. Nous nous accordons toutes et tous pour vouloir des véhicules plus propres. Pour autant, nous ne pouvons pas perdre de vue les besoins de la population. Certains peuvent gérer leur mobilité avec un petit véhicule alors que d'autres doivent transporter régulièrement leurs enfants et cela nécessite un véhicule plus grand. Il est évidemment compliqué de satisfaire toutes les attentes.

Un autre élément important, nous profitons de ce projet pour intégrer dans les modifications des deux bases légales qui vous sont soumises la réalisation de la motion no 1234 de Monsieur le député Yves Gigon, qui va définitivement clarifier la notion de taxe. Mesdames et Messieurs les Députés, avec ce dossier, le Parlement a l'opportunité de moderniser le système, d'implanter un facteur environnemental et de valider une baisse substantielle de la taxe pour la grande majorité des Jurassiennes et Jurassiens.

Revenons brièvement à la situation qui est la nôtre actuellement. La taxe actuelle se calcule de la manière suivante. Le critère unique de taxation est le poids, poids total. C'est le critère qui explique le mieux l'usure de la route et l'entretien à y consacrer. Ce point étant posé, il se justifie de maintenir une taxe de base pour l'ensemble des véhicules empruntant le réseau. Actuellement, la taxe de base est de 348 francs pour les 1'000 premiers kilos. Je vous rappelle que dans le projet soumis, il est proposé de la fixer à 225 francs. Le nouveau système propose ainsi le maintien d'une taxe de base pour toutes les voitures. Cette taxe permettra, à juste titre, un encaissement minimum destiné à l'entretien du réseau routier. Cela nous paraît important de le préciser, sachant que la taxe sera affectée.

Un critère environnemental tel que demandé par les initiants a été choisi à la place du critère unique actuel qui est le poids. Il s'agit de la norme CO₂. La norme CO₂ est par ailleurs une donnée technique désormais connue des services des automobiles pour ce genre de véhicules. Je précise encore que la modification de la formule concerne les voitures de tourisme, voitures de tourisme qui représentent la très grande majorité du parc de véhicules immatriculés,

soit environ 70%.

L'initiative mentionne des catégories de voitures. Cette catégorisation n'existe toutefois pas selon la législation, c'est important de le relever. Cette catégorisation de voitures, qui fait probablement référence à des magazines de presse spécialisée, est source d'incompréhensions depuis le début de ce dossier. Il convient de préciser que tous les véhicules routiers sont classés par genre dans l'OETV (Ordonnance fédérale sur les exigences techniques des véhicules). L'OETV en connaît 47, dont une seule catégorie qui regroupe ce qu'on appelle communément les voitures de tourisme. Les autres genres de véhicules routiers sont, par exemple, les camions, les autocars, les tracteurs, les machines de travail, les remorques, les motos, les caravanes, etc. En résumé, il ne peut être réalisé de moyenne sur des catégories qui n'existent pas.

Le Gouvernement tient encore à souligner que ce projet est le fruit d'un travail sérieux et conséquent. Je me réjouis de voir dans cette nouvelle formule une variable importante qui est le CO₂, ceci afin de tenir compte de nos engagements climatiques. C'est une avancée considérable vers une mobilité plus respectueuse de l'environnement.

Je ne saurais terminer mon propos sans remercier le travail important réalisé par plusieurs services, en particulier l'Office des véhicules, la Trésorerie générale, le Service juridique ainsi que le Secrétariat du Parlement, notamment Jean-Baptiste Maître, pour leur engagement permanent et les très nombreuses heures passées à analyser, étudier, comparer, rédiger l'ensemble des documents, des fichiers, données techniques permettant de vous présenter aujourd'hui un dossier aussi complet. Je tiens également à relever l'engagement important des membres de la CGF qui ont siégé à répétition reprises pour le façonner, trouver des compromis et proposer des arbitrages. Je souhaite adresser un remerciement tout particulier au président de la CGF, grâce à qui, dans un délai serré, la commission a pu traiter l'ensemble des questions entourant ce dossier sensible.

Permettez-moi maintenant de m'étonner qu'à la tribune, des membres du comité d'initiative invitent aujourd'hui le Parlement à refuser une initiative qu'ils ont eux-mêmes déposée. Car c'est bien la question qui vous est soumise à l'heure actuelle. Souhaitez-vous ou non donner suite à l'initiative « Les plaques moins chères » ? J'imagine volontiers que les 8'000 signataires seront ravis d'apprendre que le prix des plaques, si un tel scénario devait se dessiner, n'est pas près de changer alors même que l'occasion est offerte de voir une baisse substantielle dès 2023 pour plus de 70% des automobilistes. Ne pas donner suite à l'initiative nous renvoie à un calendrier qui est tout autre par rapport à celui qui était prévu puisqu'il s'agira tout d'abord d'organiser une votation populaire. En cas d'acceptation, de réaliser un nouveau projet, de prévoir à nouveau un nouveau processus parlementaire avec un passage en commission, puis au plénum avant une entrée en force. Ce qui nous amène à quelques mois, années, sans compter que la CGF pourrait sans autre décider de reprendre exactement le même projet que celui qu'elle a élaboré pour le plénum de ce jour. Je regrette dès lors que le comité d'initiative ne se soit pas saisi des opportunités qui lui était proposées de pouvoir amener des amendements au projet ou en commission de gestion et des finances.

Vous l'aurez compris, le Gouvernement vous invite à donner suite à l'initiative. Je vous remercie de votre attention et reviendrai volontiers, pour autant que vous le souhaitiez,

sur les positions du Gouvernement article par article.

M. André Henzelin (PLR), rapporteur de la majorité de la commission de gestion et des finances et président d'icelle : Je ne tiens pas à répondre à un différend propos que j'ai entendu à cette tribune. Mais comme président de la CGF, j'aimerais quand même dire que l'avancement de ce dossier en CGF du 21 avril au 20 octobre s'est fait en y associant régulièrement les groupes parlementaires par des informations et des retours en commission par leur représentant respectif. Aujourd'hui, je suis très déçu de certains propos que j'ai entendus à cette tribune. Dans le dossier concerné, j'ai la conviction que la CGF l'a traité avec tout le soin et le sérieux voulus.

M. Raoul Jaeggi (PVL) : Y-a-t-il une possibilité pour que je puisse m'exprimer au nom des initiants ? Je sais que théoriquement il n'y en a plus. Mais est-ce que le Parlement peut surseoir à cela ?

La présidente : Plus maintenant. Avant le vote de l'arrêté, il y aura encore une ouverture de discussion.

Au vote, la proposition de la minorité de la commission est acceptée par 30 voix contre 27 pour la proposition de la majorité de la commission et du Gouvernement.

Le titre et le préambule de l'arrêté sont acceptés sans discussion.

La présidente : Est-ce que quelqu'un souhaite revenir sur l'un ou l'autre des articles ? Monsieur le député Raoul Jaeggi, vous avez la parole.

M. Raoul Jaeggi (PVL) : Je vous remercie et m'excuse pour cette méconnaissance de la procédure. Il est fait ici le reproche par Madame la Ministre, et je dois avouer que nous avons eu de bonnes relations, qu'elle nous a invités à discuter de ce projet au tout début d'ailleurs. Je souligne aussi que c'était le cas pour la CGF qui nous a reçus. Mais, malheureusement, nous n'avons effectivement pas pu discuter avec la CGF ensuite de nos propositions. Nous les avons faites par écrits.

On critique ici l'idée de catégories de véhicules. Mais c'est justement la proposition que fait le comité, de faire des catégories. Nous pensions que ce n'était pas possible de satisfaire cette initiative sans avoir plusieurs taxes de base puisque les petits véhicules étaient trop péjorés. Ce que je voulais dire surtout ici, j'ai oublié de le dire tout à l'heure, c'est un des éléments essentiels qui fait que ça ne va pas pour toutes les voitures. Les hybrides augmentent dans ce projet, raison pour laquelle nous sommes arrivés à ce résultat qui convient au comité de l'initiative, Madame la Ministre. Ce projet ne nous convient à ce point pas que nous n'avions pas d'autres moyens que de le contester par la suite auprès de la Cour constitutionnelle et nous avons appris qu'il n'y avait pas d'autres moyens politiques pour le comité de se battre contre ce projet de loi. Nous ne le trouvons pas respectueux envers les initiants et envers les personnes qui ont signé. Si la Cour constitutionnelle venait à valider un texte de loi que l'on aurait discuté aujourd'hui, nous aurions pu l'attaquer par référendum, c'était notre seule possibilité et cela aurait eu pour conséquence que tout était abandonné.

C'est quand même particulier d'avoir des initiants qui vont chercher des signatures pour réaliser une initiative, à qui on ne demande pas si l'initiative convient. Je conçois que

ce ne soit pas encore dans le droit jurassien. Elle ne nous convient pas et on doit être d'accord avec celle qui est proposée. Il n'y a pas de moyens politiques d'aller contre cela hormis la Cour constitutionnelle. Aujourd'hui, on ne perd pas de temps et je crois que l'on gagne du temps pour les Juras-siennes et les Jurassiens qui ont signé cette initiative. Nous éviterons la Cour constitutionnelle car ce projet ira au peuple et une fois que le peuple, puisque 8'000 ne semblent pas suffire, une fois que le peuple se sera prononcé et aura pu entendre les arguments de chacun, je suis convaincu que nous aurons un projet qui conviendra mieux aux signataires de cette initiative.

Mme Rosalie Beuret Siess, ministre des Finances : Je ne vais pas faire long, simplement quand même rappeler que j'entends les propos de Monsieur le député Raoul Jaeggi. Nous sommes ici au Parlement et il s'agissait pour le législateur de se déterminer et non pas pour le comité de l'initiative, simple précision que je tenais à faire. Les députés étaient invités à se prononcer en tant que membres d'un législatif qui doit tenir compte des différentes sensibilités comme on a pu l'entendre encore aujourd'hui à la tribune.

Au vote final, l'arrêté est accepté par 36 voix contre 15.

b) Modification de la loi sur la circulation routière et l'imposition des véhicules routiers (première lecture)

c) Décret sur la taxation des véhicules routiers et des bateaux (première lecture)

Le Parlement ayant décidé de ne pas donner suite à l'initiative, les points b et c n'ont plus à être traités.

9. Arrêté d'approbation du plan financier et de la planification des investissements pour la période 2022-2026

(Ce point est renvoyé à la prochaine séance.)

10. Budget 2022 de la République et Canton du Jura :

- a) Arrêté concernant le budget et la quotité de l'impôt pour l'année 2022**
- b) Arrêté concernant la dérogation au frein à l'endettement**

(Ce point est renvoyé à la prochaine séance.)

11. Motion no 1377

Améliorer le traitement des déclarations fiscales
Patrick Chapuis (PCSI)

Chaque année, le nombre de contribuables qui utilisent le système JuraTax augmente, de même que celles et ceux qui transmettent leurs déclarations fiscales en ligne. Nous vivons dans une société où le numérique prend une place de plus en plus importante. L'Etat jurassien se doit d'évoluer dans ce sens. Ceci est de plus en plus nécessaire, car la société s'habitue aux nouvelles fonctionnalités liées à la digitalisation.

Actuellement, il n'existe aucun procédé à disposition des contribuables pour suivre l'évolution du traitement de leurs feuilles d'impôt.

Améliorer le traitement des déclarations fiscales présente de nombreux avantages ; les buts recherchés seraient les suivants :

- Améliorer la communication et l'information entre contribuables et administration.
- Développer la transparence de JuraTax pour le contribuable une fois la déclaration fiscale déposée.
- Avoir un outil de travail moderne pour les processus liés aux taxations.
- Augmenter la confiance du contribuable au travers de la traçabilité.
- Réduire les demandes d'informations des contribuables, libérer du temps pour les taxateurs, et ainsi améliorer le temps de passage des taxations.

Ainsi par cette motion, nous demandons au Gouvernement jurassien d'implémenter le suivi et la traçabilité des taxations fiscales pour permettre aux contribuables d'être informés de l'état d'avancement de leur dossier tout en améliorant le temps de passage des taxations.

La présidente : Le Gouvernement propose au Parlement d'accepter cette motion. Un groupe ou un député souhaite-t-il exprimer un avis contraire ? Cela semble être le cas. Pour le développement de la motion, je passe la parole à son auteur, Monsieur le député Patrick Chapuis.

M. Patrick Chapuis (PCSI) : Chaque année, le nombre de contribuables qui utilisent le système JuraTax augmente. Chaque année augmente aussi le nombre de celles et ceux qui transmettent leurs déclarations fiscales en ligne. La motion qui vous est proposée ce jour a pour but de répondre à l'évolution des contribuables jurassiens en rapport au suivi du traitement des déclarations fiscales. Avec le processus à mettre en place, les contribuables auront la possibilité de se renseigner quant à l'avancement du traitement de leurs feuilles d'impôts via le Guichet virtuel. Nous vivons dans une société qui évolue constamment et qui est demandeuse de ce genre de services. L'Etat doit s'adapter et répondre à ces nouvelles habitudes de recherche des informations via des applications informatisées. L'Etat jurassien doit mettre à disposition de ses citoyennes et citoyens contributaires des moyens modernes et efficaces et tournés vers la digitalisation.

Dans le texte de la motion, quelques avantages sont énumérés, que je me permets de vous répéter à cette tribune : améliorer la communication et l'information entre contribuables et l'administration ; développer la transparence de JuraTax pour le contribuable une fois la déclaration fiscale déposée ; avoir un outil de travail moderne pour les processus liés aux taxations ; augmenter la confiance du contribuable au travers de la traçabilité du processus ; réduire les demandes d'informations des contribuables et, de facto, libérer du temps pour les taxateurs et donc améliorer le temps de passage des taxations. Le fait de libérer du temps pour les collaborateurs de l'Etat dans leur travail quotidien sera bénéfique pour le fonctionnement de notre administration et ceci se traduira, à titre d'exemple, par un effet sur les finances cantonales. Une taxation plus vite traitée, c'est potentiellement un paiement plus rapide de l'impôt et donc une réduction potentielle des pertes sur débiteurs.

Il y a encore d'autres aspects qui ne sont pas mentionnés dans la motion. Par exemple, le système de facturation des acomptes fiscaux devra évoluer par l'envoi de factures électroniques appelées eBill. Actuellement, chaque contribuable reçoit des bulletins de versement envoyés par courrier, ce qui occasionne des frais d'expédition et de traitement importants. La facture électronique limitera de manière conséquente les coûts pour l'Etat.

Dans ses propositions d'avant-séance, le Gouvernement a donné un préavis favorable à cette motion et je l'en remercie. Madame la Présidente, chers collègues, je vous invite à en faire de même.

Mme Rosalie Beuret Siess, ministre des Finances : La digitalisation et le numérique prennent toujours plus de place dans la société actuelle. Le Gouvernement jurassien en est conscient et veille à proposer à ses administrés des moyens techniques, informatiques de qualité. Le Guichet virtuel cantonal et ses nombreuses applications mises au service des Juraissiennes et des Juraissiens en sont une preuve parmi d'autres.

Le Service des contributions n'échappe pas à cette évolution numérique. Il est ainsi un des services qui offre le plus grand panel d'outils informatiques au sein de l'Etat jurassien. Pour ne citer que quelques exemples, il est utile de rappeler que l'autorité fiscale permet à ses contribuables de téléverser leur déclaration d'impôt depuis déjà huit ans par le biais du Guichet virtuel cantonal et grâce à la signature électronique. Ce téléversement est réalisable de manière entièrement informatisée. Par ailleurs, les contribuables jurassiens bénéficient de deux logiciels informatiques pour remplir leur déclaration d'impôt, à savoir JuraTax et JuraTax online. Grâce à JuraTax online, les contribuables peuvent, depuis quelques années, envoyer leurs pièces justificatives de manière électronique sous format PDF ou par le biais de leur smartphone. L'application e-PJ permet aux taxateurs des personnes physiques de faire des demandes aux contribuables directement par mail. Le Service des contributions réfléchit, au demeurant, en permanence à des améliorations techniques et informatiques à proposer aux contribuables.

L'auteur de la motion no 1377 estime qu'il n'existe actuellement aucun procédé à disposition des contribuables pour suivre l'évolution du traitement de leurs feuilles d'impôt. Ce constat doit être nuancé par le Gouvernement jurassien. En effet, par le biais du Guichet virtuel, de nombreuses informations sont d'ores et déjà à disposition des contribuables. Ils peuvent ainsi consulter l'historique de toutes les déclarations d'impôt qu'ils ont téléversées et prendre connaissance des décisions de taxation qui leur ont été notifiées. Un suivi des acomptes reçus, des décomptes d'impôts et des paiements effectués est également disponible pour les contribuables. L'évolution de leur situation fiscale est donc déjà accessible, du moins en partie.

Le Gouvernement considère toutefois que ce suivi peut encore être amélioré. Ces améliorations doivent toutefois rester proportionnées et ne pas mettre à mal le traitement des dossiers fiscaux. En effet, de l'avis du Gouvernement, un suivi du traitement du dossier trop strict pourrait se trouver en porte-à-faux avec certaines procédures fiscales. Il pourrait, à titre d'exemple, être difficile de savoir si l'annonce d'éléments non déclarés par un contribuable reste spontanée et donc exemptée d'amende, si cette annonce s'effectue alors que le dossier du contribuable concerné est bloqué dans le secteur spécifique de l'autorité fiscale et que cette

information est librement mise à disposition dudit contribuable.

Afin d'améliorer le suivi et la traçabilité des taxations fiscales, le Gouvernement jurassien propose d'instaurer, dans le Guichet virtuel cantonal, certains indicateurs qui permettront aux contribuables de connaître l'état d'avancement de leur dossier. Ces indicateurs permettront sans conteste d'améliorer le suivi et la traçabilité des taxations fiscales. Le Gouvernement précise toutefois qu'ils n'auront aucun impact sur le traitement à proprement parler des déclarations fiscales ni sur le temps nécessaire à la taxation. En cela, le Gouvernement est d'avis que le titre de la motion no 1377, intitulée « Améliorer le traitement des déclarations fiscales », n'est pas en adéquation avec le but poursuivi par cette dernière.

Cela étant dit, une dizaine d'indicateurs ont été identifiés et permettront aux contribuables d'avoir un suivi sur l'état d'avancement du traitement de leurs déclarations d'impôt jusqu'à la notification de la décision de taxation. A titre informatif, les indicateurs proposés ci-dessous permettraient aux contribuables de savoir si :

- leur déclaration d'impôts doit être déposée ;
- leur déclaration d'impôts a été reçue par le Service des contributions ;
- leur déclaration d'impôts est en cours de taxation ;
- leur taxation est terminée ;
- leur décision de taxation a été notifiée ;
- leur décision de taxation a fait l'objet d'une réclamation ;
- leur réclamation a été traitée ;
- leur décision sur réclamation a été notifiée ;
- leur décision sur réclamation fait l'objet d'un recours ;
- la procédure contentieuse est terminée.

Le niveau de précision de ces indicateurs sera définitivement arrêté en fonction de la faisabilité et de la complexité de leur mise en œuvre. De l'avis du Gouvernement jurassien, ce niveau de détail est la cible à atteindre et permettrait une excellente traçabilité des dossiers fiscaux. En ce sens, nous vous proposons d'accepter la motion no 1377.

M. Hanno Schmid (VERT-E-S) : La numérisation est incontestablement en marche, la création de super gadgets digitaux également. La motion no 1377 demande que le Service des contributions fournisse à chaque contribuable une information en temps réel sur l'avancement de sa taxation. Il est évident que le Service des contributions a besoin d'un outil informatique efficace, de contrôle interne pour le travail de taxation qui s'effectue. Mais quel intérêt y a-t-il à donner accès à chaque contribuable à cette plateforme ? Si ce n'est de créer du travail supplémentaire au Service de l'informatique.

Une administration moderne se distingue aussi à travers une sobriété numérique et pas seulement en multipliant les applications. Pour l'amélioration du temps de passage des taxations, il ne faut pas demander des services supplémentaires aux taxateurs, mais plus de taxateurs. Laissons-les travailler !

Pour le groupe VERT-E-S et CS-POP, ce service fait clairement partie des gadgets digitaux superflus. Nous ne sommes donc pas favorables à cette motion et nous vous demandons de rejeter également ce texte.

Au vote, la motion no 1377 est acceptée par 38 voix contre 11.

12. Interpellation no 974

La boîte de Pandore de la fraude fiscale se trouve-t-elle en Suisse ?

Rémy Meury (CS-POP)

Voici cinq ans, le scandale des « Panama papers » mettait en évidence l'organisation de l'évasion fiscale et du blanchiment de milliards de francs, d'euros ou de dollars. On pensait qu'un minimum de vérification fiscale, à défaut de pouvoir compter sur un rien de conscience citoyenne des fraudeurs en puissance découverts dans cette affaire, allait réduire cette perte de rentrées pour les collectivités publiques. Que nenni, l'utilisation de sociétés-écran est toujours plus développée dans notre pays, comme le démontrent les résultats d'une enquête journalistique qui ont mis en lumière l'affaire désignée « Pandora papers ». S'agit-il d'un nouveau scandale d'évasion fiscale ? C'est plutôt le scandale des « Panama papers » pérennisé.

Notre pays, malheureusement, se trouve à nouveau au centre de l'affaire. Son image est une nouvelle fois ternie à l'étranger. Mais alors que l'on s'interroge sur le rétablissement des finances des collectivités publiques après la pandémie et face aux effets réels cachés à l'époque de la RFFA, il apparaît comme une obligation morale de la part de la Confédération et des cantons de lutter avec énergie et conviction contre ce crime majeur, car il s'en prend à la qualité de vie de l'ensemble de la population, que constitue la fraude fiscale, organisée à grande échelle en Suisse. On sait que quelque 33'000 sociétés dépourvues de substance sont domiciliées dans les seuls cantons de Genève, du Tessin, de Zoug et de Fribourg. Même si la création de sociétés offshore n'est pas illégale en soi, les pratiques financières qu'elles développent sont plus que douteuses et méritent une attention particulière.

Le potentiel financier des recherches qui doivent être menées désormais, puisque l'on parle de plusieurs dizaines de milliards cachés au fisc par les opérations de ces sociétés fictives en Suisse, doit nous inciter à accentuer la traque de ces tricheurs. Notre groupe était intervenu en 2016 à propos des « Panama papers ». Il ne peut que soumettre une fois encore au Gouvernement des questions similaires à celles d'il y a cinq ans.

1. Quelle est l'appréciation politique du Gouvernement face à cette nouvelle fraude fiscale de grande ampleur, dans laquelle de nombreuses sociétés suisses sont impliquées ?
2. Des enquêtes sont-elles menées, sont-elles toujours menées, serions-nous tenté-es de dire en raison de l'engagement du Gouvernement en 2016, dans le Jura par les autorités fiscales pour définir l'étendue du scandale dans notre canton ?
3. Le cas échéant, et malgré l'acceptation d'une motion de réduction des effectifs déjà réalisée, clairement, le Gouvernement entend-il doter l'administration fiscale des ressources humaines nécessaires à ces investigations pouvant potentiellement rapporter gros ?

M. Rémy Meury (CS-POP) : Notre groupe était intervenu en 2016 au moment du scandale des « Panama papers ». Le Gouvernement avait apporté une réponse que nous avions qualifiée de satisfaisante. Une autre interpellation de notre groupe en 2019 sur la traque des fraudeurs avait également obtenu une réponse satisfaisante. Je ne doute donc pas que ce sera encore le cas aujourd'hui.

Le drame dans ces affaires est que nous avons le sentiment que, malgré la volonté déclarée des autorités jurassiennes mais aussi d'autres cantons et même helvétiques, les tricheurs, les voleurs des collectivités publiques continuent leurs malversations en toute impunité. Qu'est-ce qui cloche donc dans les tentatives de lutte contre la fraude fiscale ? Nous savons, grâce à l'enquête de Public Eye, que quelque 40'000 sociétés dépourvues de substance sont domiciliées en Suisse pour la plupart. Environ 33'000 dans les cantons de Genève, Zoug, Fribourg et du Tessin. Ces structures sont mêlées à près de la moitié des soupçons de corruption et de blanchiment d'argent qui sont transmis aux autorités suisses pour enquête. Les sociétés boîtes aux lettres sont enregistrées par dizaines dans des immeubles fantômes ou auprès de cabinets d'avocats.

On le sait, la création de sociétés offshore n'est pas illégale en soi. Mais les soupçons de fraude les concernant sont nombreux et se répètent. Or, on a le sentiment, une fois encore, d'une certaine impunité vis-à-vis de ce crime organisé, car c'est bien de cela qu'il s'agit, et le pire des crimes puisqu'il soustrait des milliers de milliards aux collectivités qui se trouvent sans toutes les ressources nécessaires pour apporter les prestations utiles au plus grand nombre.

L'évasion fiscale dans le monde est estimée à 3'600 milliards de dollars à travers cette affaire des « Pandora papers ». Ce chiffre pour signaler qu'il serait faux de croire qu'une région comme la nôtre ne subit pas de pertes fiscales. La pieuvre étend ses tentacules partout et a des conséquences sur l'ensemble des peuples de la planète. Bien sûr, c'est plus fort du côté de Genève mais ce n'est pas inexistant du côté du Jura, et il ne serait pas étonnant d'ailleurs que ces sociétés écrans bénéficient encore de la RFFA puisque l'on considère dans notre pays que l'on en donne jamais assez aux plus riches.

6'000 dénonciations sont aujourd'hui entre les mains du Bureau de lutte contre le blanchiment, bureau fédéral. L'embouteillage est tel que les dossiers ne se résolvent plus en raison de l'utilisation de toutes les ficelles possibles et imaginables par les avocats qui soutiennent ces sociétés pour perdre du temps et tenter généralement d'arriver à la prescription. C'est certain, il faut lutter contre toute dissimulation au fisc de revenus, grands ou petits. L'amnistie fiscale avait cet objectif, mais on sait que nombre de contribuables ont sciemment choisi de ne pas annoncer leurs revenus et l'on doit malheureusement constater, et je profite de cette interpellation pour citer ces cas, que rien n'est véritablement fait pour retrouver les vrais fraudeurs. Par contre, on n'hésite pas une seconde à s'en prendre à des contribuables qui ont omis de déclarer des pensions ridicules, touchées à l'étranger parce qu'ils ont cotisé quelque temps dans leur pays, il y a fort longtemps, avant de venir faire profiter la Suisse de leur force de travail.

Avec l'échange automatique de données, ces situations sont découvertes. Les montants en jeu sont souvent dérisoires. Ils ne dépassent pas les 2'000 euros par année. Je connais plusieurs situations de ce genre qui sont inférieures à ces 2'000 euros par année. Le fisc jurassien remonte à dix ans comme il se doit. Les pires des cas de ce type se développent lorsque, de plus, les contribuables en question, touchaient des subsides pour la caisse-maladie ou des prestations complémentaires. Tout doit être recalculé et des personnes âgées, qui vivent chichement comme avant, se trouvent dans l'obligation de rembourser des montants cumulés qui atteignent plus de 50'000 francs. Evidemment, ils ont

commis des erreurs et ont reçu des montants qu'ils n'auraient pas dû recevoir, mais, une fois encore, on s'en prend aux plus faibles, généralement de bonne foi, mais c'est tellement plus simple de s'en prendre à eux plutôt que d'aller chercher les vrais fraudeurs qui rapporteraient pourtant bien plus et qui eux trichent sciemment. Mais sans doute que ces derniers ont des soutiens que les autres n'ont pas.

Le potentiel financier est énorme, pas chez ces malheureux retraités au bénéfice d'une pension étrangère ridicule, mais chez ceux qui parviennent à soustraire des milliers de milliards au fisc. Et il ne s'agit pas seulement d'optimisation fiscale, terme poli qui fait croire que tout est légal. Chaque collectivité a son avis à son niveau, doit lutter contre la fraude fiscale et l'évasion fiscale. Je me réjouis donc d'entendre les réponses du Gouvernement aux trois questions posées dans notre interpellation.

Mme Rosalie Beuret Siess, ministre des Finances : Votre interpellation, Monsieur le Député, rappelle le scandale des « Panama papers » et estime que celui-ci se pérennise avec la récente révélation de l'affaire dite des « Pandora papers ». Vous souhaitez connaître l'appréciation du Gouvernement et j'ai bien retenu le fait que vous aviez mis la pression quant à la satisfaction que vous aviez eu des réponses précédentes. J'espère qu'il en sera encore ainsi aujourd'hui, ainsi que les démarches entreprises au sein de l'Etat jurassien, notamment au Service des contributions, pour y remédier.

Comme déjà mentionné en 2016, le Gouvernement jurassien estime important de rappeler que l'existence d'une société offshore n'est pas forcément synonyme de fraude fiscale. De telles structures peuvent en effet se révéler justifiées, aussi bien juridiquement qu'éthiquement. Pour autant, et je dis bien pour autant, qu'elles soient déclarées selon les règles en vigueur et qu'elles ne permettent pas un détournement de fonds ou de biens imposables dans d'autres pays.

Cela étant, le Gouvernement est à l'évidence opposé à toute forme de montages fiscaux utilisés par certains contribuables fortunés ayant pour but exclusif de dissimuler une partie des revenus ou de la fortune imposable. De tels agissements inadmissibles et contraires à l'état de droit doivent être punis sur le plan administratif et pénal.

Selon les récentes informations publiées dans la presse et sur internet, il apparaît qu'environ 90 sociétés suisses de conseil, des cabinets d'avocats, des notaires et des sociétés de conseil seraient impliquées dans les activités mises en lumière par l'enquête des « Pandora papers ». Il semble toutefois que la quasi-totalité de ces sociétés n'ait pas de lien direct avec le canton du Jura. Le Service des contributions mettra bien évidemment tout en œuvre pour s'assurer qu'aucun contribuable jurassien, mandataires compris, n'est impliqué.

Toutes les informations publiées seront utilisées à cette fin. Si des cas de fraude fiscale sont mis en avant dans le canton du Jura, celles-ci seront punies. Toutefois, et comme le Gouvernement le relevait en 2016 lors de l'apparition du dossier des « Panama papers », la création et la gestion des structures offshore permettant de cacher de la fortune et/ou des revenus, exigent beaucoup de temps et d'argent et sont très souvent limitées à une frange très fortunée de la population. Certaines des célébrités citées dans l'affaire des « Pandora papers » en attestent. Les potentiels contribuables jurassiens pour qui de telles opérations seraient profitables ne sont donc pas légion.

En outre, il faut rappeler, comme vous l'avez fait, que depuis 2016 l'échange automatique de renseignements limite grandement les possibilités de dissimulation des biens dans des banques à l'étranger. L'autorité fiscale dispose en effet des informations concernant tous les comptes bancaires dont disposent les contribuables jurassiens dans des Etats tiers, petits contribuables ou grands contribuables, et je peux vous assurer qu'il n'est pas fait qu'à de grands contribuables. Le secteur du rappel d'impôt veille à ouvrir des procédures à l'encontre des éventuels fraudeurs. L'activité de ce secteur a ainsi fortement augmenté depuis quelques années. En sus du secteur du rappel d'impôt, l'autorité fiscale a d'ailleurs récemment modifié son organisation interne et a créé un nouveau secteur, celui de l'inspection fiscale, anciennement secteur du révisorat. Ainsi, depuis septembre 2021, l'autorité fiscale peut compter sur son nouveau chef de l'inspection fiscale pour mettre à bien des nouveaux processus de contrôle et de lutte contre la fraude fiscale. Le Gouvernement a pleinement conscience du potentiel de retour sur investissement de tels postes au sein du Service des contributions. Celui-ci est d'ailleurs demandeur pour étoffer son équipe.

Au vu de la récente motion demandant une diminution des effectifs de l'Etat, le Gouvernement avait fait le choix de ne pas retenir la proposition de création de deux EPT dédiés à cette structure. Le Gouvernement, comme vous pouvez ainsi le constater, condamne l'utilisation de structures opaques dans le but de dissimuler une partie de leur revenu et/ou fortune aux autorités fiscales. Il est d'avis que ces comportements inadmissibles doivent être punis et que la politique de lutte contre la fraude mise en place par l'autorité fiscale est efficace au vu des moyens alloués.

M. Rémy Meury (CS-POP) : Je suis partiellement satisfait.

16. Motion no 1374

Double facturation aux assurances maladies : contrôler dans l'intérêt des assuré-e-s

Loïc Dobler (PS)

Ce n'est un secret pour personne, notre système de santé souffre d'un problème de transparence. A ce propos, le communiqué de presse du 17 décembre 2020 de la FINMA, autorité de surveillance pour les assurances privées, est révélateur. Revenant sur le marché des assureurs maladie complémentaires, elle mentionne que « les factures dans le domaine de l'assurance-maladie complémentaire sont souvent opaques et semblent parfois trop élevées ou injustifiées ». Concrètement, la FINMA fait état entre autres des problèmes suivants :

- Doubles facturations : des prestations déjà couvertes par l'AOS sont à nouveau décomptées dans l'assurance privée, au moins en partie.
- En cas d'assurance en division privée ou semi-privée, les honoraires de médecins peuvent être automatiquement plus élevés. La FINMA a même identifié des cas où près de 40 médecins (!) ont fait valoir des honoraires pour un seul patient, sans justification.
- Pour une même opération, ici une prothèse de hanche, des coûts de 1'500 francs à 25'000 francs supplémentaires sont facturés à l'assurance complémentaire, en plus du montant de 16'000 francs déjà couvert par l'AOS. De

grandes différences de coûts sont aussi identifiées pour les prestations hôtelières.

- Enfin, les assuré-e-s ne reçoivent « en règle générale, au cune copie de la facture » concernée. De l'aveu même de la FINMA, « la transparence n'est pas garantie ». S'agissant des conséquences financières, la conclusion de cette dernière est sans appel : « Le montant qui ne devrait pas être assumé par les payeurs de primes est significatif ».

Au vu de la grandeur du marché concerné, d'un volume de primes de plus de 3,7 milliards, ces révélations sont significatives et mettent en lumière un secteur trop peu contrôlé. Finalement, ce sont les assuré-e-s de l'assurance obligatoire ou de l'assurance privée qui en payent le prix. Selon une étude de l'OFSP, la surmédicalisation des assuré-e-s bénéficiant d'une assurance LCA conduit à des coûts supplémentaires, complètement inutiles, à hauteur de 400 millions de francs par année pour l'assurance-maladie obligatoire.

Au niveau du Parlement fédéral, le problème a été soulevé par plusieurs parlementaires. Une dénonciation pénale a même été déposée. Dans ses réponses, le Conseil fédéral mentionne que la surveillance des fournisseurs de prestations revient aux cantons.

Il est urgent de renforcer le contrôle de la facturation par les fournisseurs de prestations. Si la FINMA est l'autorité de surveillance de l'activité de contrôle par les assureurs, la réponse du Conseil fédéral aux différentes questions orales en la matière souligne que les cantons sont compétents pour assurer la surveillance des fournisseurs de prestations. Une base légale en la matière serait néanmoins indispensable pour effectuer, concrètement, des contrôles. Il serait également souhaitable de connaître les actions qui auraient été prises par la FINMA et l'OFSP à la suite du communiqué de presse afin de pouvoir cas échéant coordonner les différentes actions.

Nous demandons donc au Gouvernement de présenter un projet de loi permettant de contrôler, au niveau cantonal, les prestations facturées à charge de l'assurance privée. Le cas de la double facturation à l'assurance de base et à l'assurance complémentaire doit être investigué de manière prioritaire, tout comme la violation du droit à l'information des patient-e-s sur leur facture. L'objectif doit être plus de transparence, dans l'intérêt des assuré-e-s.

M. Loïc Dobler (PS) : La thématique posée par la motion qui vous est proposée est pour le moins complexe, tant les acteurs et les responsabilités sont divers et variés. Je conçois dès lors que la complexité ne facilite pas le traitement et le débat y relatif. Je me permets donc de revenir sur quelques éléments explicatifs. En matière d'assurances, nous connaissons plusieurs acteurs. Tout d'abord, rappeler ici que certaines prestations dans le domaine de la santé relèvent de l'assurance obligatoire des soins (AOS). D'autres prestations relèvent de la loi sur le contrat d'assurances (LCA). L'assurance obligatoire des soins relève du Département fédéral de l'intérieur, respectivement l'Office fédéral de la santé publique. Les complémentaires, elles, sont réglées par la (LCA) qui sont de la compétence du Département fédéral des finances ou plutôt de la FINMA. C'est donc bien la Confédération qui est l'autorité de surveillance des assureurs maladie. Néanmoins, les cantons jouent un rôle essentiel dans le domaine de la santé. Ce sont eux par exemple qui autorisent les prestataires de soins à exercer leur activité et ce sont également les cantons qui ont pour

responsabilité de valider plusieurs conventions tarifaires entre les prestataires de soins et les assureurs. C'est en outre les cantons qui ont la responsabilité de la surveillance, non pas des assureurs, puisque comme je l'ai indiqué précédemment ce contrôle relève de la Confédération, mais bien des prestataires de soins.

Ces quelques explications me permettent maintenant d'aborder le fond de la motion qui vous est proposée. Le 17 décembre 2020, la FINMA, qui contrôle les assureurs en matière de LCA, a publié un communiqué pour le moins inquiétant, je cite : « L'autorité de surveillance des marchés financiers constate, suite à ses dernières analyses, que les factures dans le domaine de l'assurance maladie complémentaire sont souvent opaques et semblent parfois trop élevées ou injustifiées » et de poursuivre plus loin dans son communiqué « que beaucoup de décomptes de prestations ne précisent pas quelles prestations supplémentaires entrent dans le cadre de l'assurance complémentaire et dépassent le forfait par cas défini par l'assurance obligatoire des soins (AOS) sont facturées. En conséquence, les assureurs ne peuvent pas contrôler efficacement dans quelles mesures les coûts qu'ils prennent en charge correspondent à des prestations supplémentaires fournies. Il en résulte des doubles facturations, ce qui signifie que des prestations spécifiques aux cas déjà couverts par l'AOS sont à nouveau décomptées ou au moins en partie ». Cette situation est tout à fait intolérable.

La Fédération romande des consommateurs ainsi que la Fédération des patients ne s'y sont d'ailleurs pas trompées en dénonçant avec vigueur cette situation. Des interventions aux Chambres fédérales ont été déposées sur ces questions par deux conseillers nationaux, à savoir le socialiste Hurni et le PDC Roduit. Les réponses du Conseil fédéral à ce sujet sont claires. Si la surveillance des assureurs relève de la compétence de la Confédération, la surveillance des prestataires de soins relève de la compétence des cantons. Or, en ce qui concerne la problématique qui nous occupe, elle n'est pas de la responsabilité des assurances. Il ne fait pas mystère que le groupe socialiste n'a jamais été l'avocat des assureurs mais, en l'occurrence, il faut le dire, le problème principal ne provient pas des assureurs mais bien des prestataires de soins qui facturent des éléments à double avec une opacité importante. Les cantons ont tout une série de leviers à disposition pour exiger des prestataires de soins plus de transparence sur les méthodes de facturation. La plupart des parlements romands se sont d'ailleurs saisis de cette problématique et des réflexions sont en cours à ce sujet, notamment dans le canton de Vaud où une commission traite de la question après que le Conseil d'Etat se soit aussi posé un certain nombre de questions, il y a un certain nombre d'années, sur cette question-là, puisqu'à l'époque, avec les cliniques genevoises, le Conseil d'Etat vaudois était même allé jusqu'au Tribunal fédéral pour traiter de cette problématique.

Chères et chers collègues, le groupe socialiste peut concevoir que l'Etat jurassien ne puisse pas tout révolutionner à lui-seul. Les domaines évoqués précédemment en matière de compétences de l'Etat sont néanmoins autant de possibilités que nous avons de légiférer, de même que la collaboration intercantonale en la matière. La réponse pour le moins laconique du Gouvernement a de quoi interpellier alors même que le Conseil fédéral indique que la surveillance des pratiques des prestataires de soins n'est pas de sa compétence. Au final, la question que pose cette motion est de savoir si l'Etat jurassien a pour ambition de ne pas réagir face

à un scandale avéré qui prêterait les assureurs mais surtout au final les assurés de l'assurance obligatoire des soins ainsi que ceux des assurances complémentaires. Je vous remercie de l'accueil réservé à cette motion et vous invite à l'accepter et ainsi donner un signal clair quant à l'autonomie cantonale respectivement à l'ambition qui consiste à défendre les intérêts des citoyennes et des citoyens plutôt que de toujours attendre que tout se règle au niveau fédéral.

M. Jacques Gerber, ministre de l'Economie et de la Santé : Monsieur le Député, je vous avoue que je suis quelque peu emprunté pour une seule raison, c'est que les services de l'administration étaient très clairs par rapport aux compétences. Jamais il n'a été remis en question de devoir faire quelque chose sur cette situation qui n'est effectivement pas acceptable. Je ne vous cache pas que j'ai à peu près une page et demie des compétences de chaque partie dans mes mains, mais que je n'ai pas la réponse du Conseil fédéral aux différentes interventions. Très honnêtement, la réponse du refus de la motion n'est pas que le Gouvernement ne veut rien faire. Elle repose sur le constat de nos services, Service de la santé et Service juridique, que nous n'avons aucune compétence pour faire quelque chose. Je m'arrêteraï presque là en disant que si on a la compétence, on veut bien regarder ce qui est possible, si on ne l'a pas, on devra bien dire que votre motion est irréalisable et c'est le message que j'avais aujourd'hui à vous transmettre, que votre motion est irréalisable d'un point de vue cantonal. Mais jamais, encore une fois, ni le Gouvernement ni les services ne remettent en question les constats de la FINMA et la nécessité d'améliorer les bases légales pour contrecarrer ces attitudes qui vont à l'encontre d'un contrôle des coûts. Vous constatez dès lors que mes deux textes sont résumés sans y avoir fait référence et qu'encore une fois, cette motion peut être acceptée, ce qui n'était pas la position du Gouvernement. Par contre, elle ne sera pas réalisée. Et je vous le dis très honnêtement pour que cela soit protocolé, elle ne sera pas réalisée s'il s'avère que les compétences cantonales sont nulles en la matière.

M. Gabriel Voirol (PLR) : La problématique soulevée dans la motion no 1374 est tout à fait réelle. Le descriptif présenté s'appuie en effet sur le contenu, ça a été rappelé, du rapport de la FINMA du 17 décembre 2020. Si nous partageons le souci exprimé par le motionnaire, il nous apparaît toutefois que le remède proposé n'est à nos yeux pas adéquat à ce jour pour plusieurs raisons.

Nous estimons tout d'abord qu'il n'est pas possible de régler une telle problématique qui peut impliquer des acteurs de plusieurs cantons différents par une unique et simple réglementation cantonale jurassienne. Nous doutons de plus de la possibilité de légiférer au niveau cantonal dans le domaine concerné. Se pose également la problématique du secret médical pour le contrôle des factures qui donnerait directement accès à des informations médicales qui relèvent de la sphère privée des patients. Ces informations vont assurément au-delà des tâches de contrôle sanitaire dévolues aux cantons dans le domaine de la santé. Le patient a lui le droit d'avoir toutes les données, toutes les informations nécessaires en lien avec la facture du prestataire, et ceci aussi bien dans le cadre de l'assurance de base que de l'assurance complémentaire. Il peut en contester le contenu auprès dudit prestataire et/ou informer, s'il le désire, son assurance complémentaire pour exiger la transparence requise et/ou que l'assurance intervienne auprès du prestataire en

cas de facturation apparaissant comme surfaite. C'est un chemin qui, certes, n'est pas simple et qui nécessite l'implication du patient concerné. Et si finalement l'assurance venait à ne pas vouloir coopérer, il est également possible pour le patient de changer d'assureur mais, il est vrai, avec les contraintes que l'on connaît pour les assurances complémentaires.

Pour le groupe PLR, lequel a déposé la motion no 435 du 22 septembre 1993, motion toujours en attente de réalisation, et qui défend de plus le principe de ne pas soutenir de nouvelles prestations qui engendreraient des coûts non compensés dans l'état actuel de nos finances, nous ne pouvons souscrire à la motion no 1374.

M. Olivier Goffinet (PDC) : En préambule, je m'excuse pour peut-être certaines redites. Malgré tout, je tenais à préciser certaines informations complémentaires au motionnaire. Le groupe PDC-JDC s'est penché avec attention sur la motion no 1374 de notre collègue Loïc Dobler, motion déposée il est vrai dans plusieurs parlements cantonaux de manière simultanée par le groupe socialiste. Au vu du présent développement de l'auteur et des explications du Gouvernement, le groupe PDC-JDC partage une partie des préoccupations soulevées par le motionnaire.

Comme indiqué précédemment, le 17 décembre 2020, l'autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) indiquait que les factures dans le domaine de l'assurance-maladie complémentaire sont souvent opaques et semblent parfois très élevées ou injustifiées. Elle exigeait en conséquence de la part des assureurs un contrôle plus efficace pour remédier à ce genre de dysfonctionnement ainsi qu'une vérification, une adaptation des contrats avec les fournisseurs de prestations.

A la suite d'une plainte pénale déposée en mai 2020 auprès du Ministère public de la Confédération par la Fédération romande des consommateurs, ce dernier a reconnu que les irrégularités ont pu avoir été commises dans le cadre d'un système parallèle de facturation. Cependant, aucune suite pénale n'a été donnée car des irrégularités relevait d'une probable violation du droit administratif et non pénal. En septembre 2020, le Contrôle fédéral des finances rendait public les conclusions de son audit de la surveillance dans le domaine des assurances et mettait en exergue également de l'opacité dans les modes de tarification, des lacunes dans le contrôle des factures et surtout dans les modalités de rémunération des médecins dans les hôpitaux et cliniques. Les analyses menées par deux des plus grandes instances de contrôle de notre pays laissent apparaître que les faits observés ont une incidence sur les coûts de la santé et des primes LAMal et LCA, comme développé par l'auteur tout à l'heure.

S'il est vrai que la FINMA a reconnu que les assureurs ne contrôlaient pas suffisamment les factures, notamment dans le cadre de l'assurance complémentaire privée, elle reconnaît également qu'elle n'a aucune prérogative pour enquêter sur les fournisseurs de prestations. L'argument selon lequel le Canton n'a pas de compétence pour légiférer dans ce domaine nous interpelle. En effet, la réponse du Conseil fédéral à deux questions orales de la session du Conseil national du 30 mars dernier, qu'on retrouve facilement sur le site www.parlement.ch, semble pourtant indiquer le contraire et je me permets de les citer : « Les cantons sont responsables de l'octroi des autorisations et de la surveillance des prestataires de service. Le contrôle des fournisseurs de

prestations de soins, de leurs pratiques, semble donc bien être de la compétence des cantons ». A la suite de ces interpellations et de ce rapport, le Conseil fédéral a initié des mesures visant à intensifier les coopérations entre les autorités fédérales en matière de surveillance des assurances, notamment dans le but de promouvoir la transparence dans la facturation.

Dès 2022, de nouvelles règles s'appliqueront en assurances complémentaires dans un souci de transparence et de clarté, selon un communiqué de l'Association Suisse d'Assurances. Les prestations à la charge de l'assurance complémentaire devront être indiquées clairement.

Le souci de l'augmentation récurrente des primes d'assurance-maladie pour les familles jurassiennes est aujourd'hui une préoccupation majeure pour le groupe PDC-JDC. Les investigations doivent être menées en priorité sur les cas de double facturation et l'assurance obligatoire des soins et l'assurance complémentaire, ces pratiques ayant un impact non négligeable sur les primes des assurés. Il est dès lors primordial que le Gouvernement puisse proposer un projet de modification légale de la police sanitaire régulant ces pratiques. De plus, dans le cadre de l'octroi des autorisations d'exercer, une exigence supplémentaire sur la transparence de la facturation devrait être demandée. Ces mesures complémentaires permettraient une surveillance accrue au niveau cantonal des prestataires de service du domaine de la santé.

Pleinement conscient de cette problématique, le groupe PDC-JDC rejettera cependant cette motion à l'unanimité, ne souhaitant pas créer de postes supplémentaires dévolus à cette tâche de surveillance des prestataires de service, ni surcharger le Service de la santé ou un autre service de l'Etat avec cette fonction. En revanche, si son auteur accepte la transformation en postulat, le groupe le soutiendra dans sa grande majorité afin d'étudier la possibilité de cette modification légale et surtout de coordonner avec les autres cantons une action de surveillance des prestataires de service dans le cadre, par exemple, de la Conférence des directeurs et directrices cantonaux de la santé.

Mme Brigitte Favre (UDC) : Une partie du groupe UDC est consciente et inquiète de la problématique relevée dans la motion no 1374 de Monsieur le député Loïc Dobler.

Les manquements dans les facturations par les prestataires aux assureurs-maladie complémentaires, qui font finalement gonfler les primes des assurés, sont à déplorer. Le Conseil fédéral renvoie la balle du contrôle des prestataires aux cantons. Il nous semble important que les facturations devraient être faites d'une façon plus détaillée et transparente pour les assurés. Par contre, nous sommes d'avis que l'introduction de contrôle plus approfondi des prestataires par canton sera difficilement réalisable par son besoin de mise à disposition de ressources, ressources que notre canton actuellement n'a pas à disposition. A moins d'un mois du débat concernant le budget, nous nous voyons dans l'impossibilité d'engager des frais supplémentaires pour cette problématique. C'est essentiellement pour cette raison que le groupe UDC refusera la motion ainsi qu'un éventuel postulat.

M. Quentin Haas (PCSI) : Sans vouloir paraphraser, dans le cadre de la surveillance des assurances-maladie complémentaires, les cantons n'ont apparemment pas les possibilités de contrôler les factures. Je cite ici le ministre,

vous me corrigerez Monsieur le motionnaire, probablement en fonction des arguments qui vont suivre. Une base légale peut sembler illusoire tant le chantier est important, ça a été cité également, voir le constat de la FINMA pour les nombreux manquements des assureurs.

Si ce n'est le rôle des cantons, c'est tout d'abord le rôle des assureurs de mettre en place un véritable contrôle des factures. C'est dans leur attribution et nous payons des primes suffisamment chères pour ne pas avoir à financer ce contrôle par nos impôts. La FINMA, et au besoin le surveillant des prix, a un rôle clair de haute surveillance. Il faut mentionner que les associations de patients et de consommateurs doivent dénoncer les abus mais, avant cela, la Confédération doit exiger que les prestataires de soins fournissent systématiquement les factures aux patients.

Autre remarque soulevée par une partie de notre groupe, il faut absolument mettre la responsabilité sur les assureurs et la Confédération, via les Chambres fédérales. Trop facile de lancer la responsabilité aux cantons. A chacun son rôle. Que Berne assume ses tâches et rapidement. Le jour où les cantons pourront organiser une caisse maladie unique ou intercantonale, nous pourrions prévoir des bases légales pour une surveillance des coûts des prestations pour la caisse maladie et les caisses complémentaires, ceci répondant à un autre débat que nous avons déjà eu à de nombreuses reprises au sein de cet hémicycle. Enfin, dans la jungle actuelle des caisses-maladie complémentaires, il semble compliqué de penser que le Canton pourrait régler quelque chose efficacement, ceci à débat évidemment.

En résumé, la situation soulevée par le motionnaire interpelle et mérite toute l'attention qui se doit, cela semble évident. Cependant, la responsabilité de la Confédération dans cette situation est claire et doit être appuyée. Il convient d'instamment rappeler son devoir aux autorités compétentes afin que de véritables actions globales soient entreprises et ce pour une véritable efficacité.

En conclusion et en raison de ces différents points, le groupe PCSI-PVL partira partagé sur cet objet mais reste sensible à une potentielle transformation en postulat.

M. Rémy Meury (CS-POP) : Je pense qu'il n'y a plus grand-chose à ajouter à ce qui a été développé par les précédents intervenants. Je tiens cependant à manifester mon étonnement pour l'ensemble de cette séance d'ailleurs, de constater que le Gouvernement renvoie deux fois au moins la patate chaude à une autre autorité en prétendant que l'objet débattu n'est pas de sa compétence. On y reviendra au point 20 sur la motion no 1373. Pour la motion qui nous intéresse, le Gouvernement renvoie la responsabilité à la FINMA mais le Gouvernement ne semble plus si sûr de lui aujourd'hui. Et merci pour son honnêteté, car effectivement, dans deux réponses à des questions écrites en décembre 2020, interventions déjà citées, le Conseil fédéral indique clairement que la surveillance des prestataires que sont les médecins et les hôpitaux incombe aux cantons.

La FINMA ne fait, si j'ose dire, que contrôler les assurances. Le scandale des factures opaques dans le cadre des assurances complémentaires, comme le dénonce la Fédération romande des consommateurs en février dernier, doit cesser. Pour cette raison, nous soutiendrons la motion de Loïc Dobler et nous suivons désormais le Gouvernement qui appelle à accepter la motion, ne serait-ce que pour vérifier

qu'elle est réalisable. Il faut vérifier, en effet, s'il y a complémentarité ou enchevêtrement entre les compétences de la FINMA et celles des cantons et, de ce fait, plutôt que de se renvoyer les responsabilités au détriment des assurés, un accord sur les surveillances amenées par les uns et les autres doit être conclu pour ne pas doubler le travail à faire. Ce qui reste tout de même moins grave que de constater qu'une partie de la surveillance n'est exercée par personne, comme aujourd'hui. S'opposer à la création éventuelle de postes pour protéger les assurés qui se trouvent au bout du circuit m'étonnera toujours, comme le propose le PDC, l'UDC et même semble-t-il une partie du PCSI. Ou c'est la frange PVL ?

Nous accepterons donc la motion ou le postulat si son auteur accepte l'idée et nous vous invitons à en faire autant.

La présidente : Une demande de transformation en postulat a été formulée. L'auteur accepte-t-il cette transformation ?

M. Loïc Dobler (PS) : Oui, je l'accepte.

M. Jacques Gerber, ministre de l'Economie et de la Santé : Monsieur le Député, je crois que je profitais vraiment de cette occasion pour faire part que le Gouvernement, aujourd'hui, dans la situation dans laquelle il travaille, doit faire preuve d'une extrême humilité par rapport à certains traitements de certains dossiers. Je rappelle que si le travail parlementaire légitime se poursuit, depuis 20 mois les services de l'administration sont surchargés par une petite gestion de crise. Je suis le premier à avoir douté en écoutant les différents commentaires de la réponse qui m'a été fournie, mais je défends également les services par rapport aux ressources qu'ils ont à disposition pour analyser chacun des sujets qui leur sont présentés à un rythme extrêmement soutenu de la part du Parlement, de la part de l'ensemble des citoyennes et des citoyens. Je crois que ce petit exercice qui, au demeurant, est plutôt révélateur que problématique, montre à quel point nous arrivons gentiment dans un cul-de-sac par rapport au fonctionnement du Gouvernement avec son administration. Peut-être que le Parlement n'est pas tout à fait prêt à entendre ce cri du cœur qui aujourd'hui se traduit sans grandes conséquences sur la prise de position gouvernementale. Par contre, je tiens ici à remercier le motionnaire de l'avoir transformée en postulat qui nous permettra d'analyser correctement le dossier et, au demeurant, prendre les mesures qui sont dans notre compétence.

M. Loïc Dobler (PS) : Je ne vais pas être très long. Effectivement, au vu de la prise de position des groupes, j'avais de toute manière intérêt à plutôt opter pour la voie du postulat. Mais suite aux propos du Gouvernement, cela me paraît aussi essentiel que ces différentes compétences puissent être analysées de manière plus fine. Il semblerait que dans ce dossier personne ne veuille vraiment prendre la main et, quelle que soit l'autorité compétente, il paraît essentiel que les cantons, dans l'intérêt des assurés, se pré-occupent de la question, même si au final ce n'est peut-être pas eux qui devront la régler puisqu'il y aura manifestement un désaccord avec la Confédération, respectivement l'autorité de contrôle.

Une précision par rapport à un certain nombre d'éléments qui ont été dits par les groupes parlementaires. Il ne s'agit pas d'introduire une base légale qui engendrerait l'engagement de fonctionnaires qui contrôleraient les factures

des prestataires de soins. Que l'on soit bien clair, je suis quand même assez lucide sur les moyens financiers à disposition de l'Etat, respectivement les ressources en matière de personnel. Il s'agit bien d'obliger les prestataires de soins à faire preuve de transparence dans la manière dont ils facturent leurs prestations, respectivement à l'assurance obligatoire des soins ou aux complémentaires afin de permettre aux assureurs de pouvoir faire ce contrôle. Aujourd'hui, le contrôle des factures, aussi bien des prestataires de soins pour l'assurance obligatoire des soins que pour la LCA, est du ressort des assureurs. Je ne souhaite pas que ce soit le Canton qui s'occupe de cela parce qu'effectivement on aurait là une masse de travail qui serait problématique, mais bien de permettre au travers d'une facturation peut-être modifiée ou avec des exigences plus claires en matière de transparence, qu'on puisse s'assurer qu'il n'y ait pas cette double facturation et ainsi que les assurés voient leurs intérêts préservés et, quelque part, de manière indirecte, les assureurs aussi.

Au vote, le postulat no 1374a est accepté par 58 députés.

17. Motion no 1378

Agir pour contrer les inégalités sociales face à la santé

Fabrice Macquat (PS)

L'égalité des chances face à la santé est l'un des objectifs principaux de la politique de santé. Une étude récente, co-menée par l'OFSP, a mis en lumière un constat inquiétant sur notre système de santé : les personnes avec un niveau socio-économique plus bas ont eu moins de tests de dépistage COVID-19 mais leur taux de positivité est plus élevé. Elles sont également davantage hospitalisées et décèdent plus que les personnes avec un niveau socio-économique plus élevé ¹. L'analyse prenait en compte différents facteurs importants (âge, sexe, cantons, période) et a montré que les effets étaient consistants. Ces derniers sont présents à divers degrés dans tous les cantons, y compris celui du Jura, et autant à la première qu'à la deuxième vague.

Ces inégalités face à la santé ne sont pas inhérentes à la pandémie actuelle, celle-ci a simplement permis de les mettre en lumière. Ce type d'inégalité face à la santé est connu en santé publique et est particulièrement flagrant dans certains pays tels que les Etats-Unis ou l'Angleterre ². Le problème est que les programmes de promotion de la santé n'atteignent souvent pas les groupes sociaux confrontés à des risques sanitaires plus élevés et qui pourraient en tirer le plus grand profit ³. Le phénomène est connu en Suisse également. Un rapport de l'OFSP publié en 2020 décrit une nécessité d'agir : « (...) l'iniquité en santé va à l'encontre des valeurs et des principes fondamentaux de la Suisse, met en péril la cohésion sociale et fait gonfler inutilement les coûts. Elle engendrerait des coûts de la santé à hauteur de quelque 16 milliards de francs par an en Suisse et des dommages économiques globaux de plus de 60 milliards de francs ». Ces coûts découlent notamment d'une prise en charge plus tardive des patient-e-s, de conditions médicales qui auraient pu être évitées et d'une perte de productivité qui s'en suit. La prévention joue également un rôle important dans ce contexte.

La présence de cette inégalité dans le contexte de la COVID en Suisse et dans les cantons, malgré les efforts consentis pour généraliser l'accès aux informations, tests et soins en lien avec la pandémie de la COVID, est particulièrement inquiétante. Elle démontre que même en faisant des efforts particuliers, notre système de santé prend moins bien en charge une certaine partie de la population ou certaines régions en fonction du statut socio-économique.

Le rapport de l'OFSP promeut l'importance d'un monitoring des iniquités en santé et l'évaluation des mesures et des progrès. Au vu de révolution de la situation et des éléments mis en exergue durant cette pandémie, il y a nécessité d'agir au niveau cantonal. Il s'agit d'évaluer la situation actuelle et d'identifier des mesures concrètes pour améliorer la prévention, l'information et la prise en charge sanitaire des groupes défavorisés.

Dès lors, nous demandons au Gouvernement :

1. D'élaborer, si besoin en collaboration avec une institution de recherche adaptée, un rapport qui examine plus précisément les inégalités face à la santé dans le canton.
2. D'intégrer dans ce rapport un plan des propositions concrètes pour réduire l'inégalité de l'accès à la santé.

¹ Riou et al (2021), PrePrint : Socioeconomic position and the cascade from SARS-CoV-2 testing to COVID-19 mortality : Analysis of nationwide surveillance data, OSF Preprint server : <https://osf.io/m75vp/>

² La différence d'espérance de vie entre riche et pauvre en Angleterre était de 9.4 (hommes) et 7.4 (femmes) années entre 2015-2017. Source : Office for National Statistics 2019, Health state life expectancies by national deprivation deciles, England and Wales : 2015-2017

³ Weber D 2020, Egalité des chances dans la promotion de la santé et la prévention en Suisse. Définitions, introduction théorique, recommandations pratiques. Rapport de base. Berne : PSCH, OFSP CDS

M. Fabrice Macquat (PS) : La pandémie de la COVID-19 nous permet de tirer des leçons importantes. Une de ces leçons est que pour faire face efficacement à une maladie, il faut que les mesures de prévention et de soins soient accessibles à toutes et à tous. Il faut réduire le plus possible les barrières aux mesures de contrôle et celles-ci sont notamment financières. Très tôt dans la pandémie, les tests de dépistage de la COVID-19 sont devenus gratuits pour la population. Les vaccins n'ont jamais été payants. Cela peut sembler évident mais pour quasiment toutes les autres maladies, même infectieuses, ce n'est pas le cas. Malgré cet accès gratuit et facilité, on a vu qu'en Suisse il restait des disparités importantes, visibles dans tous les cantons et à tous les niveaux. Les pauvres étaient moins testés, davantage hospitalisés et dans des situations souvent plus graves. Le professeur de l'Université de Berne, Matthias Egger, a publié des chiffres qui prouvent que les 10% des plus pauvres ont dû se rendre deux fois plus aux soins intensifs que les 10% les plus riches. L'égalité des chances face à la santé est l'un des objectifs principaux de la politique de santé. Malheureusement, les inégalités face à la santé existent depuis bien avant la pandémie que nous traversons.

Cette crise sanitaire exacerbe les inégalités qui existent dans la société. Il a été prouvé que les personnes socialement défavorisées sont en moyenne en moins bonne santé. Elles souffrent également plus souvent de maladies chroniques ou d'autres problèmes de santé, tel que l'obésité. Ce phénomène n'est pas nouveau. Tous les chercheurs savent qu'en matière de santé, le revenu compte. Un patient issu de la classe sociale supérieure sera en meilleure forme et aura une plus grande espérance de vie qu'un autre vivant dans la pauvreté. C'est ce qu'un médecin anglais a appelé,

il y a 50 ans, la loi inverse des soins qui énonce que la disponibilité des soins médicaux de qualité est inversement proportionnelle aux besoins de la population desservie. Autrement dit, les plus aisés sont sur-approvisionnés en prestations médicales et ceux qui en auraient davantage besoin sont sous-approvisionnés.

Nous avons un problème d'inégalité d'accès à la santé auquel les cantons doivent faire face. Cela représente non seulement un problème de justice sociale mais également des coûts importants sur le système de santé, que toute la société doit supporter. Pour être non seulement plus juste mais également plus efficace, il faut des solutions qui permettent de lever les barrières pour les classes sociales plus défavorisées et pas que pour la COVID-19, mais aussi pour les autres problèmes de santé.

Actuellement et au vu de l'impact énorme sur le budget des primes maladies, une proportion non négligeable des Jurassiennes et des Jurassiens choisit des franchises élevées, souvent de 2'500 francs, dans le but d'alléger leurs factures de primes et non pas parce qu'ils ont une situation financière aisée qui leur permet d'avoir 2'500 francs de côté en cas d'ennuis de santé et de factures médicales non planifiées. Ces situations de personnes faisant ce choix par défaut provoquent des renoncements à des soins pourtant nécessaires et parfois même graves en l'absence de moyens financiers. C'est un exemple concret d'inégalité d'accès au système de santé qui touche une partie de la population jurassienne. Ces situations de renoncement aux soins provoquent des coûts de traitement bien plus élevés par la suite pour le système de santé car les situations se péjorent faute d'avoir été traité à temps, un bien mauvais calcul.

Pour y faire face, il y a d'abord lieu de mieux identifier le problème, les groupes cibles, les effets sanitaires clés et les mesures pertinentes. Oui, il y a déjà des efforts qui sont faits dans différents domaines, comme les programmes de promotion de santé et de prévention. Le problème est qu'ils n'atteignent souvent pas le public cible confronté à des risques sanitaires plus élevés et qui pourrait en tirer le plus grand profit. Ce phénomène est connu en Suisse. Continuer à faire de la prévention est certes louable et nécessaire, mais si les programmes n'atteignent pas la cible, il y a un problème à résoudre.

Le rapport de l'OFSP cité dans le texte de la motion, promeut l'importance d'un monitoring des iniquités en santé et l'évaluation des mesures et des progrès. Il s'agit d'évaluer la situation actuelle et d'identifier des mesures concrètes pour améliorer la prévention, l'information et la prise en charge sanitaire des groupes défavorisés.

M. Jacques Gerber, ministre de l'Economie et de la Santé : L'égalité des chances en matière de santé est intégrée dans les stratégies de politique de santé au niveau national, par exemple stratégie 2020-2030 du Conseil fédéral, stratégie maladies non transmissibles, stratégie addictions, rapport santé psychique en Suisse ou encore prévention du suicide en Suisse et bien sûr également au niveau cantonal avec le programme pluriannuel de prévention et de promotion de la santé 2014-2024. Lorsque les disparités en matière de santé reposent notamment sur des différences biologiques, on parle d'inégalités en santé. Lorsqu'elles résultent d'inégalités sociales et de facteurs externes liés aux conditions de vie, on utilise le terme d'inéquité en santé.

Elle concerne les groupes de population socialement défavorisés. Juste un petit rappel. Agir seulement sur le mode

de vie ou les compétences individuelles ne peut pas avoir d'effets sur l'égalité des chances. Il incombe cependant à l'Etat de créer les conditions nécessaires pour que toute personne puisse être et rester en bonne santé. La santé des personnes est déterminée par de nombreux facteurs, on le sait. Comme entre 60 à 80%, selon les études, ces facteurs sont externes à la politique de la santé. Cela nécessite une approche multisectorielle englobant notamment l'enseignement et la formation, les affaires sociales, l'aménagement du territoire ou encore le marché du travail.

Le Canton du Jura déploie des mesures qui considèrent l'égalité des chances en matière de santé. Vous en avez mentionné quelques-uns Monsieur le Député, je me permets, peut-être qu'il y aura des redites, mais à l'exemple du programme d'action cantonal jurassien de promotion de la santé pour les enfants et adolescents et les seniors contre l'égalité des chances. Parmi ces objectifs, différentes mesures et projets abordant les thématiques de l'alimentation, de l'activité physique et de la santé psychique sont promus ou soutenus par le Canton, comme le programme visites à domicile, petits:pas, les cours d'Eveil corporel pour les enfants de 5 à 10 ans, des interventions promotion de la santé au CAFF, etc. Le label « Commune en santé » est également une porte d'entrée intéressante pour amener des idées de projets aux communes au plus proche de la population et des spécificités de chaque groupe social. Le dépistage effectué par la clinique dentaire scolaire ambulante offre aussi un accès à des prestations de prévention à tous les élèves de la scolarité obligatoire. Les réflexions en matière de dépistage des cancers du sein et du côlon sont menées pour atteindre certaines populations dites vulnérables. Vous voyez, Monsieur le Député, cela ne concerne pas que les aspects liés à la COVID-19.

Au niveau de l'accès aux soins à proprement parler, la Maison de santé communautaire offre par exemple, depuis plusieurs mois, un espace d'écoute et de soins dédiés à la population migrante issue de l'asile dans le canton du Jura. Elle vise à optimiser leur prise en charge, à favoriser la continuité des soins et à améliorer leur accès au système de santé. Le développement de ce lieu, pour le rendre accessible à un public plus large, pourra à terme être envisagé.

Vous demandez dans votre motion, Monsieur le Député, d'élaborer des rapports. Le Gouvernement répond ainsi à votre motion. Un examen précis, quantitatif et/ou qualitatif sur les iniquités en santé, spécifiques aux cantons de Jura, ne semble aux yeux du Gouvernement pas opportun. En effet, face au volume considéré, petite taille notamment de la population, l'investissement serait trop conséquent alors que les ressources financières sont actuellement complexes à gérer. Il est préférable pour le Gouvernement d'investir ces dernières dans les mesures concrètes en faveur de l'égalité des chances en santé, en se basant sur les rapports existants, tant au niveau national que cantonal. Ainsi, le rapport de base égalité des chances dans la promotion de la santé et la prévention en Suisse fournit des bonnes pratiques qui sont autant de pistes pour orienter et renforcer les mesures sur le terrain. De plus, les indicateurs sociaux, régulièrement mis à jour, publiés dans le cadre du rapport social jurassien et accessibles en ligne, fournissent également des éléments d'information sur les déterminants sociaux à l'origine des iniquités.

Par ailleurs, dans le domaine de la pauvreté et de la précarité au sens large, un suivi monitoring à l'échelle nationale est sur le point de débiter et permettra, dans un horizon de

deux à cinq ans, d'améliorer de manière significative nos connaissances de ces phénomènes et de solidifier les constats et les initiatives prises dans ce contexte. Santé et pauvreté sont inscrites, on le sait, dans un cercle vicieux. Plus la position sociale est défavorable, moins l'état de santé est bon et inversement. La santé est un déterminant de la pauvreté. Le Gouvernement souhaite appréhender ce phénomène par le biais des démarches déjà entreprises et celles en cours de réflexion, notamment dans le cadre du rapport social jurassien et sur cette étude au niveau fédéral. C'est au vu de ce qui précède que le Gouvernement propose de refuser votre motion no 1378.

Mme Pauline Godat (VERT-E-S) : Cette motion met en évidence un problème grave et assez peu visible. Différentes études montrent pourtant que l'accès aux services de santé est différent en fonction du niveau socio-économique de la population. Selon l'auteur, une des causes de ce problème réside dans le fait que les programmes de prévention n'atteignent pas facilement les publics cibles. En plus d'être injuste, la moins bonne prise en charge des populations défavorisées entraîne des coûts directs et indirects conséquents pour le système de santé et la collectivité en général.

Le motionnaire formule deux demandes. D'une part, qu'un monitoring soit effectué sur les inégalités face à la santé, plus particulièrement dans le Jura, d'autre part, d'intégrer dans ce rapport des propositions de mesures concrètes pour lutter contre ces inégalités.

Le rapport social, première version parue en février 2019, donne des indications sur divers facteurs liés à la santé : espérance de vie à la naissance, état de santé auto-évalué, comportements pouvant influencer la santé, renoncement aux soins. La deuxième version de ce rapport social serait prête mais n'a pas encore été publiée. Effectuer une étude uniquement sur le Jura avec une population relativement faible risquerait de coûter cher et de montrer des résultats difficilement interprétables. Par contre, nous considérons que la première demande du motionnaire sera réalisée lorsque la publication du deuxième rapport social aura été faite. En ce qui concerne la deuxième demande, nous y sommes favorables car, depuis 2019, rien ou presque n'a été fait pour lutter contre ces inégalités. Même si on ne considère les questions d'accès à la santé que purement financièrement, il est plus intéressant d'investir en amont lorsque des problèmes perdurent. Pour toutes ces raisons, le groupe VERT-E-S et CS-POP soutiendra dans sa majorité la motion no 1378.

M. Michel Périat (PLR) : Quelle belle motion. C'est vrai que c'est important de le rappeler, qu'il y a une grande différence dans les milieux socio-économiques. C'est bien connu et le motionnaire le rappelle. De nombreuses études, en Angleterre, en Ecosse, aux Etats-Unis, en Suisse, je pourrais aligner pratiquement tous les pays qui ont fait ces études sur ce sujet. Une étude sur la pauvreté avait d'ailleurs été réalisée, cela vient d'être dit, en 2019, mais surtout sur le problème social dans le canton du Jura. Pourquoi est-ce que dans le canton on aura des résultats différents ? On sait de longue date que l'espérance de vie est différente selon le niveau socio-économique. Je ne sais pas si vous le savez, mais en France, la différence entre le sud de la France, la Corse et par exemple les Hauts-de-Seine, est de quatre années d'espérance de vie en moins.

Si vous regardez, en Suisse, c'est plus difficile à s'en rendre compte, mais il y a une différence entre le Jura et le

Valais, cela mériterait peut-être de savoir pourquoi. C'est peut-être le vin blanc versus le kirch. Les causes sont multiples, vous le savez, éducation, accès aux soins cela a été dit, très bien résumé par Monsieur le ministre Gerber. Cela a été également dit par le motionnaire, Monsieur Macquat, que les soins peuvent nous piéger quand les patients viennent en fin d'année. On en a d'ailleurs discuté hier ensemble. C'est vrai que les patients qui ont une franchise élevée hésitent à se faire soigner en fin d'année et donc repoussent leurs soins. Je l'ai vécu trop souvent et ils arrivent en catastrophe au mois de janvier en disant : « Cela fait maintenant trois mois que j'ai mal ». Et parfois c'est trop tard. Ça peut être un problème cardiaque, ça peut être un problème néoplasique. Il faut le savoir, cela existe et piège le problème parce qu'une fois qu'ils ont pris leur franchise, ils veulent tout et cela est un paradoxe, puisque je paye, j'y ai droit. Ce sont des choses que l'on remarque régulièrement dans le cadre de la médecine.

Dans le cas de la COVID, s'y ajoute un élément déterminant qu'est le complotisme et la peur de ce vaccin. Quand on remarque qu'une partie des soignants refuse de se faire vacciner, qu'un médecin, en Ajoie, met sa secrétaire à la porte parce qu'elle portait un masque, que ce même médecin signe des faux certificats, et on accepte ça ? C'est totalement inadéquat. Alors pourquoi un rapport sur les inégalités face à la santé dans le Jura ? On en a discuté, on connaît le résultat. Je crois qu'il sera celui de tous les autres pays.

Quant aux propositions de réduire les inégalités, Monsieur le Ministre en a parlé, lutte contre la pauvreté, lutte contre les inégalités, lutte contre la solitude, promotion de l'éducation, toutes ces solutions peuvent être entreprises. Un rapport fait par un institut de recherche, et j'ai participé beaucoup dans ma vie à ce genre de rapports dans le cadre de la mécométrie, peut coûter des dizaines et des dizaines de milliers de francs pour un résultat qui ne sera souvent pas exploité. Même si l'idée est bonne, je pense que le résultat ne nous permettra pas d'obtenir ce que l'on souhaite, vu tout ce qui se fait déjà dans le Jura.

En conclusion, il vaudrait mieux utiliser cet argent pour l'éducation et la promotion de la vaccination, par exemple. Pour toutes ces raisons, le groupe PLR propose de refuser la motion. Mais je répète, il fallait soulever cette idée.

M. Quentin Haas (PCSI) : En lisant le titre de la motion de notre collègue Macquat, on ne peut qu'être d'accord avec lui. Les inégalités face à la santé sont avérées dans notre canton, comme ailleurs. Je ne vais pas rappeler les chiffres qui ont déjà été donnés ici. La COVID nous a fait prendre conscience de combien était fragile l'équilibre entre santé et maladie. Mais quel doit être le rôle du Canton dans ce contexte ? Permettre à chacun un accès aux soins, permettre à chacun une couverture via l'assurance de base. Des programmes de prévention ciblés, c'est le cas notamment via la Fondation O₂, mandatée pour mener des campagnes de prévention, sans oublier de mentionner les communes qui ont de véritables projets pour promouvoir la santé avec des actions de proximité, j'en passe et j'en oublie. Le rapport social sur la pauvreté que notre Parlement a très, voire trop longtemps attendu, donne des pistes pour réagir aux inégalités, bien qu'en deçà des attentes. Parler de santé c'est aussi parler de travail, de logement, de loisirs, de conditions de vie, de revenus et j'en passe.

C'est un ensemble qui permet de bonnes conditions de

vie pour une large frange de la population et qui impacte directement la santé dans son ensemble. La demande d'un nouveau rapport provoque une certaine fatigue au sein du groupe PCSI-PVL. Il faut impérativement et rapidement réunir les acteurs de la vie sociale cantonale pour définir les pistes claires où nous pouvons agir afin d'améliorer la santé de la population, en particulier des plus pauvres. Mais ce constat faisait déjà partie du fameux rapport sur la pauvreté, arrivé tardivement, et les actions concrètes pour répondre se font donc toujours attendre. Partant de ce constat, une partie du groupe PCSI-PVL considère que soutenir la motion reporterait encore la mise en place de mesures concrètes à de lointaines échéances. La mise en place d'actions concrètes pour contrer les inégalités dans notre canton est urgente et se doit d'être traitée non seulement du point de vue de la santé mais en considérant l'ensemble de ses causes et conséquences. On n'arrive pas malade par hasard.

Ajoutons que, par la forme, le groupe PCSI-PVL ne pourra pas accepter de demander une étude au travers d'une motion. En cas de transformation en postulat, notre groupe partirait donc partagé face à cet objet qui nous est proposé et ce en raison des arguments précités.

Mme Josiane Sudan (PDC) : La motion fait référence à une étude co-menée par l'OFSP qui a mis en lumière un constat sur notre système de santé. Les personnes avec un niveau socio-économique plus bas ont eu moins de tests de dépistage COVID-19 mais leur taux de positivité est plus élevé.

Le groupe PDC-JDC a étudié la motion no 1378 pour contrer les inégalités sociales face à la santé et nous pouvons exprimer notre position de la façon suivante. Au mois de février 2019, le Gouvernement jurassien publiait son rapport social. Dans le communiqué de presse annonçant la publication de ce document, on peut lire que le rapport social jurassien dépasse ainsi par son ambition la notion de rapport sur la pauvreté. Les dimensions retenues sont en effet larges : conditions de vie matérielle, activités productives, santé, éducation et formation, loisirs et interaction sociale, sécurité, gouvernance et droits fondamentaux, environnement naturel ou encore qualité de vie. Les mesures figurant dans le rapport devront elles-mêmes être précisées au cours du temps et permettre au Gouvernement jurassien d'établir un plan d'action à l'entame de chaque législature.

Les données issues du rapport social jurassien qui sera régulièrement remis à jour, et des rapports nationaux, suffisent à orienter les mesures sur le terrain. Il faut agir plutôt que de produire un nouveau rapport. Pour toutes ces raisons, le groupe PDC-JDC refusera la motion no 1378.

La présidente : Une demande de transformation a été formulée. L'auteur accepte-t-il cette transformation ?

M. Fabrice Macquat (PS) : Oui, je l'accepte.

M. Fabrice Macquat (PS) : Je voudrais vous remercier pour toutes les interventions, cela permet de remarquer que tout le monde, ou à peu près tout le monde, est sensible face à ce problème d'inégalité face à la santé et qu'il doit être traité. Sur la façon, les avis divergent et je peux le comprendre.

Il faut agir contre ces inégalités. Je crois que cela est quelque chose d'acquis. Donc, je dirais simplement : commençons ! Allons-y ! Parce que dire qu'il faudrait faire

quelque chose, on sait ce qui existe, on sait quels axes peuvent être travaillés mais on n'a pas entendu vraiment de volonté de commencer par des choses fortes. C'est vrai que la prévention existe, ça a été dit. Dans le rapport social, il a été fait mention de propos dans les mesures et les actions existantes, toute une série de promotions, c'est très bien. J'aimerais quand même rappeler que ce rapport social n'est pas un rapport sur la santé, ce n'est pas un rapport sur les inégalités face à la santé.

La santé fait trois pages sur les quarante-quatre du rapport social. Il ne fallait donc pas non plus s'attendre à ce que ce rapport social traite les inégalités face à la santé. Il s'agit, à mon avis, d'appuyer et d'être beaucoup plus fin, plus précis dans les différentes études. Des études se feront au niveau suisse, c'est très bien. Je ne demande pas forcément une étude qui reprenne et qui coûte des sommes exorbitantes. Il y a certainement des choses qui pourraient être reprises de ces études au niveau suisse et qui pourraient peut-être être corrélées au niveau jurassien. Je pense qu'il y a des choses qui peuvent être reprises et qui peuvent être étudiées en commun avec certaines études au niveau national. C'est une chose importante. Et pour revenir à ce rapport social, peut-être rappeler un point, très important, c'est le renoncement aux soins, cela a été dit. Cela a été discuté tout à l'heure, cela n'a pas pu être traité parce que les données ne sont pas disponibles pour cet élément. Ça prouve quand même que le renoncement aux soins, un axe très important qui est l'accès au système de santé, ne peut pas être actuellement étudié vu qu'on manque de données. Je demande donc qu'on trouve des données. Je pense que ça prouve quand même qu'ils en manquent pour faire certaines conclusions et si on pouvait trouver des solutions pour ces renoncements aux soins, on aurait fait un pas important dans notre canton face à ces inégalités face à la santé.

Encore un point à rappeler. Ce rapport social, je pense qu'il ne faut pas l'opposer à une étude sur la santé, cela peut être complémentaire. Je pense que ce n'est pas forcément une bonne idée que d'opposer différents rapports.

Pour terminer, ces réflexions sont en cours dans plusieurs cantons, ce n'est pas uniquement une problématique jurassienne. J'en veux pour preuve qu'une intervention identique qui a été déposée au Grand Conseil bernois sous forme de motion interpartis, qui sera débattue à la fin de ce mois. Vous indiquer aussi que le Gouvernement propose d'accepter la motion avec les explications suivantes, je cite : « Le Conseil-exécutif comprend les revendications des motionnaires. Les inégalités d'accès à la promotion de la santé, à la prévention et aux soins constituent un problème complexe auquel il convient de répondre par des mesures éditoriales ciblées. Le système de santé doit être accessible à toutes et tous, indépendamment de la langue, de l'origine, de la classe sociale ou du niveau de formation. La Confédération et les cantons ont reconnu la nécessité d'agir ». Donc, voilà, il y a aussi des volontés dans d'autres cantons d'agir clairement sur ce problème d'inégalité face à la santé.

M. Jacques Gerber, ministre de l'Economie et de la Santé : Monsieur le Député, vous acceptez la transformation en postulat, mais finalement pour demander exactement la même chose. Une motion qui demande un rapport ou un postulat qui demande d'analyser, pour moi, c'est exactement la même chose. Ou alors, vous transformez le postulat pour voir si un rapport est nécessaire et dans ce cas-là, je vous réponds que le Gouvernement a déjà exécuté le postulat puisqu'il vous a répondu sur la nécessité ou non de produire

un rapport.

Donc, le Gouvernement s'oppose de la même manière à la transformation en postulat.

Au vote, le postulat no 1378a est rejeté par 29 voix contre 25.

(La séance est levée à 11.55 heures.)

